

17

défense de Occident

M Maurice BARDECHE :

L'Occupation et le pillage

●

Georges TEFAS :

L'arrivée des colonels grecs

●

Arnaud JACOMET :

Comment Bucard créa le « Francisme »

●

Serge THOMAS :

Vous ne comprenez pas le gauchisme (suite)

●

Luc TIRENNE :

Saint-Jacques de Compostelle

●

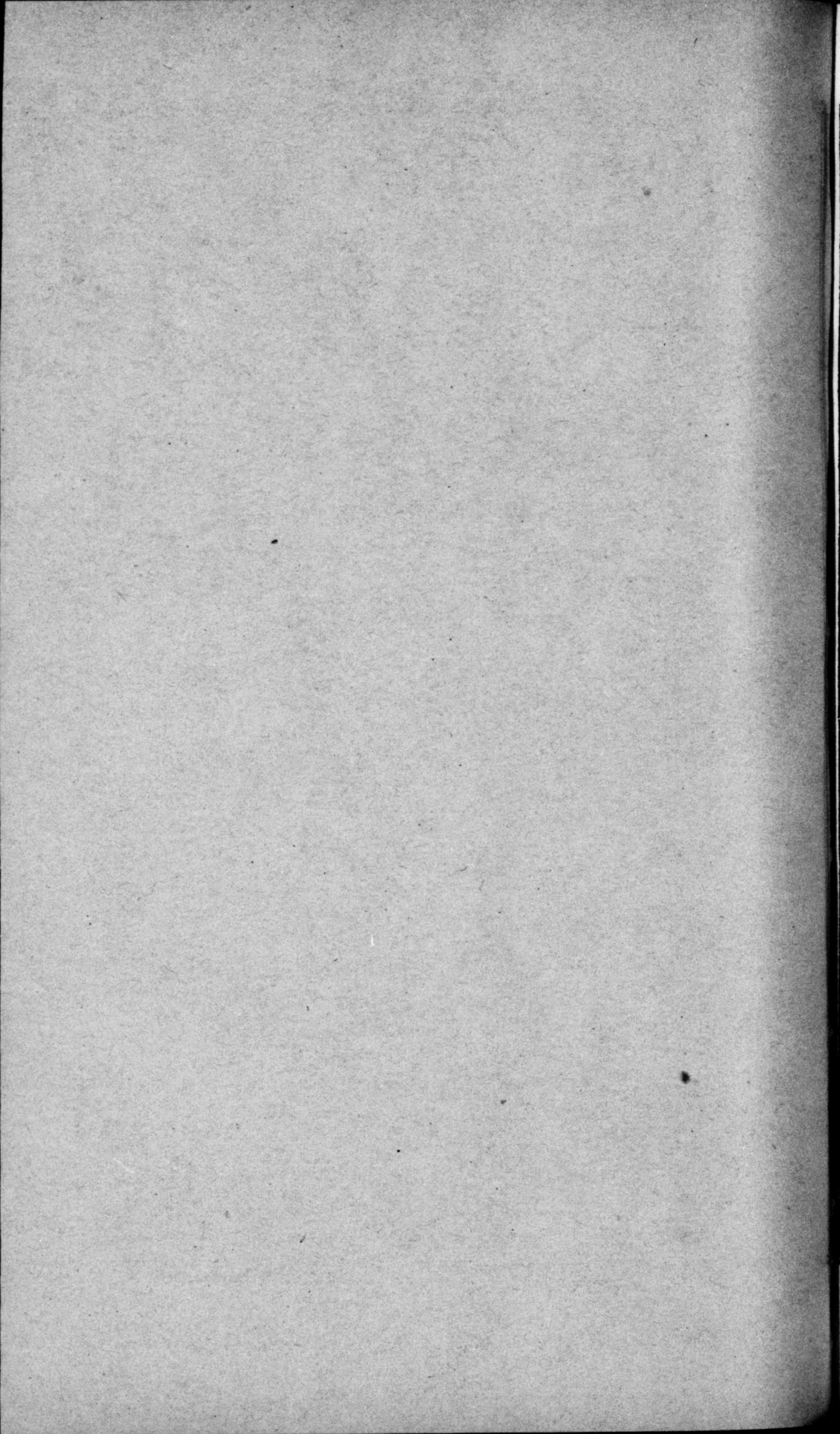
Paul YAGUE :

Situation actuelle de l'Italie

UNIVERSITY
OF MICHIGAN

MAR 1972

PERIODICAL
READING ROOM



-
M
C
A
F
S
L
L
L
L
1

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 19^e année

Décembre 1971 — n° 100

SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *L'occupation et le pillage* 3
- Georges TEFAS : *L'arrivée des colonels grecs* 7
- Arnaud JACOMET : *Comment Bucard créa le « Francisme »* 14
- Paul YAGUE : *Situation actuelle de l'Italie* 22
- Serge THOMAS : *Vous ne comprenez pas le gauchisme (suite)* 51
- Luc TIRENNE : *Saint-Jacques de Compostelle, phare de l'Occident* 74

LA CHRONIQUE DES LIVRES ET DU CINEMA :

- Luc TIRENNE : *La Bataille d'Alger*; NOTES DE LECTURE, par Jean-Paul ROUDEAU, Luc TIRENNE, etc.; *J'étais Garde Rouge par Dai Hsiao-ai*; *La Guerre d'Espagne (Historia-Magazine)*; *Mauriac* par Jean de FABREGUES 82
-

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du
N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F
Abonnements. 1 an : 40 F
Etranger : 1 an : 42 F
Propagande 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20^e — C.C.P. 65-35-65 Paris.

L'occupation et le pillage

Notre siècle est pareil à un homme qui se voit dans l'eau : il est incapable de reconnaître son image. Les mots même le trompent. Les mots-furies ou les mots-chimères, ces mots messagers des dieux qui se dressent comme des colosses aux carrefours de notre vie et nous barrent la route ou nous l'ouvrent, la guerre, la paix, la victoire, la mort, ils ne sont plus que des images troubles comme ceux d'un conducteur ivre. La victoire est une catastrophe pour les peuples vainqueurs, la paix couve la guerre froide, la guerre est interdite, elle n'est jamais déclarée et les bombes écrasent les villes : la mort même, l'indomptable mort, se cache derrière le coma que la médecine prolonge et elle n'ose pas dire son nom. Les cavaliers de l'Apocalypse se déguisent en infirmiers ou en professeurs de droit.

Les mots-archanges sont méconnaissables : mais les mots-sacristains, les mots distributeurs d'eau bénite, signifient, eux, tout le contraire de ce qu'ils sont. Le « patriotisme » consiste à trahir et à se mettre à la disposition d'un pays étranger. La « grandeur » consiste à parler pendant qu'on perd des villes et des empires. La « justice » consiste à mettre à mort ses ennemis. Et la « démocratie » au lieu d'être le gouvernement du peuple est l'oppression du peuple par les scribes et les lansquenets, lesquels représentent le poing de fer de « ceux qui savent », de « ceux qui peuvent », de ceux qui sont « in-

dispensables » pour gérer un Etat moderne, pour le bien du peuple, naturellement.

Nous arrivons ainsi à ne plus rien voir, à ne plus *distinguer* ce qui est évident, mais que la déformation des mots nous dérobe et nous défigure. Nous nous croyons libres : nous ne le sommes pas, nous sommes comptés par les scribes de Pharaon, fouettés par ses centurions, cela beaucoup de gens commencent à le comprendre. Mais cette réalité même, ils la voient faiblement : car ils sentent les coups, mais ne comprennent pas les causes, le brouillard qu'on a arrangé autour d'eux les empêche de les discerner. Or, en ce qui nous concerne, ce n'est pas d'escamotage de notre liberté qu'il faut parler, mais d'un escamotage qui remonte plus loin, d'un tour de prestidigitation qui nous a dépouillé de notre mouchoir et de notre portefeuille il y a bien plus longtemps. Notre liberté n'a pas été subtilisée par quelque « truc » électoral ou constitutionnel : en réalité, depuis vingt-cinq ans notre pays est *occupé* et nous vivons, sans le savoir, sous les mécanismes qui sont ceux de toutes les *puissances occupantes*, mais que nous ne reconnaissons pas sous leur travestissement, la propagande, la Gestapo, les réquisitions, la rafle. Et le résultat est celui que produisent automatiquement toutes les *occupations*, elles sont faites pour cela : c'est le pillage.

L'imposture originelle de la soi-disant « résistance » et de la soi-disant « libération » a installé au pouvoir un *gang* dont beaucoup de membres n'avaient à leur actif, il faut le reconnaître, ni aucun fait de « résistance », ni aucune participation à la comédie de la « libération » ils se présentèrent au bon moment, voilà tout, et créèrent plus fort que les autres. Ils massacrèrent d'abord tous leurs adversaires avec des procédés qui égalent ou dépassent en atrocité tout ce qui a été inventé ailleurs ou en d'autres temps. Puis ils s'emparèrent de tous les moyens de communication avec l'opinion, presse et radio, les utilisèrent pour la falsification de l'histoire, l'installation de l'imposture et le règne de mensonge. Toute notre presse actuelle, en dépit de ses apparentes divergences d'opinion est issue de ce mensonge, comme les Muses étaient tou-

tes les filles de mémoire : et toute notre presse lui est restée fidèle. Telle est la *Propaganda Staffel*, bassin artificiel qui irrigue cinquante millions de cerveaux.

Les policiers et les tribunaux d'exception vinrent ensuite. Mais ils ne sont pas, comme on le croit trop souvent, la seule incarnation nouvelle de la *Gestapo*. Celle-ci a été reconstituée sous la forme plus subtile de la technocratie. Les Etats modernes sont, paraît-il, des machines trop délicates pour que nous en comprenions, à plus forte raison pour que nous puissions en contrôler le fonctionnement. Les scribes ont donc reçu tout pouvoir pour nous diriger et nous contraindre. Ils ne viennent pas nous réveiller le matin à l'heure du laitier, il est vrai. Mais ils nous dépouillent, nous oppriment, nous poursuivent, nous persécutent de telle façon que notre liberté et nos biens sont une possession aussi illusoire que si nous risquions d'entendre un claquement de bottes sur notre palier. Car nous sommes dépouillés de tout, ligotés partout, corvéables à merci et tout aussi désarmés devant les représentants de la puissance occupante que si nous étions convoqués au Majestic ou rue Lauriston.

Quant aux *réquisitions* et aux rafles, leur forme nouvelle est la dépossession systématique des classes moyennes et des entreprises moyennes au profit des entreprises colossales qui se partagent les « vecteurs » de la production. Et c'est aussi la disparition de toutes les formes de la fortune moyenne, de toutes les structures qui permettent une vie indépendante et par conséquent insoumise. Des pans entiers de notre structure économique s'écroulent sous prétexte de « modernisation ». La paupérisation systématique va de pair avec la dépendance systématique. Quand les médecins ou les avocats sont transformés en fonctionnaires, c'est une partie de notre indépendance intellectuelle et politique qui disparaît. Quand des entreprises petites ou moyennes sont absorbées par des trusts, c'est une partie de notre fortune, ce sont les fruits de notre travail qui servent à enrichir les gérants invisibles d'une économie anonyme. Dans les deux cas, ce sont des convois d'hommes et des convois de richesses qui partent vers des destinations inconnues.

Car le *pillage* est le but final de cette *occupation*. Pendant vingt-cinq ans, cette vérité a pu être cachée. Et nous étions seuls ou à peu près seuls à dénoncer ce mécanisme. Aujourd'hui, les façades craquent. Et les repaires des pirates apparaissent : cavernes d'Ali-Baba regorgeant de richesses, non de perles et de sacs de poudre d'or, mais des instruments nouveaux des pêcheurs de milliards, la drogue, la prévarication, les permis de construire, les bénéfices de l'immobilier, les arrérages de l'usure, la spéculation, les dépouilles des épargnants niais et avides, à peu près aussi sympathiques que ceux qui les ont volés. Ils y sont tous et ce n'est que le début. Comme un château de cartes, la construction de l'imposture s'abat, montrant ses rats.

Tels sont les champignons qui ont poussé sur le mensonge. Et ce qui n'est pas le moins étonnant, c'est que des braves gens imaginent que sur le même mensonge peuvent pousser d'honnêtes carottes centristes. Et ce que ce ne sera pas la même presse, la même imposture, les mêmes « ayant-droit », les mêmes sportulaires touchant les revenus des mêmes cures ? Nous changerons de bénéficiaires, voilà tout. D'autres rats grouilleront autour du même fromage. Mais l'imposture, par quelque miracle, ne portera pas du jour au lendemain des fruits délicieux.

Il n'y a d'espoir pour ce pays que s'il parvient à sentir la condition de *pays occupé* : et qu'il sache que ce n'est pas en changeant l'uniforme des occupants qu'on mettra fin à l'occupation. Mais d'abord en prenant conscience du mensonge qui est à la base de ce vol de nos âmes et de nos biens auquel les savants de notre temps donnent le joli nom d'*aliénation*.

Maurice BARDECHE.

L'arrivée des Colonels Grecs

Il y a, aux deux bouts de l'Europe, deux peuples opposés par leurs caractères, et si l'un créa la démocratie pour l'abattre tout aussitôt, l'autre l'établit à demeure chez lui et les siens. Vous avez deviné la Grèce et l'Angleterre. Les Grecs tirèrent la démocratie de leurs nerfs et les Anglais de leur flegme. Les premiers la firent briller comme une étincelle habile à se faire éteindre, et les autres l'appuyèrent sur le roc, l'intérêt qui assagit les plus bêtes, alors que la passion abrutit les plus malins. En 1970, les Anglais firent voter les enfants de dix-huit ans, qui se prennent pour des gosses révoltés, et les conservateurs triomphèrent. Faites voter les plus adultes des Grecs et vous aurez les surprises de l'enfantillage.

Les élections grecques fixées en avril 1967 étaient une poudrière. Caramanlis absent (1), Georges Papandréou menait la danse et derrière lui son fils André (2) conduisait le contingent perse des envahisseurs. Le cheval de Troie gagnait ainsi la Grèce. Moscou portait des chouettes à Athènes.

Par malheur pour ces gens-là, les colonels furent des Cassandres qui croyaient à leurs prédictions. Dans un pays qui tournait au vertige, les militaires gardèrent le

(1) Caramanlis était le chef du parti modéré.

(2) Chef de file des crypto-communistes.

sang-froid. Ils s'opposèrent à la démolition des remparts de la Cité. Ils le firent d'une manière préventive, la plus sage, la plus efficace et la plus économique. Ils frappèrent avant que les autres songeassent à tuer.

Si les élections avaient eu lieu, on aurait tout perdu. La Grèce se serait communistée sans vouloir du communisme, rien que par la contagion d'une folie collective. Le Grec s'enivre d'eau et d'idées dans les parlottes de bistrotts et de cafés. Enfant enthousiaste, il s'exalte aux joutes infantiles, au risque d'attraper ce qui l'accablerait. La politique est la drogue du grec ; il cherche des piqûres stupéfiantes. Dût-il en mourir, il aime le poison. Les colonels lui prirent la coupe au bord des lèvres.

La Grèce avait vécu à deux reprises la guerre civile en 1944-1945 à Athènes, et quelques années plus tard dans le nord du pays. Elle en connaissait les horreurs, mais elle les oubliait dans la fureur des débats. On ne voulait pas trop de ces dissensions intestines, mais les passions y menaient tout droit. Or c'est aux passions que les Grecs ne savent pas résister. Comme les moutons de Panurge, ils se seraient jetés dans le gouffre.

Par quelle aberration le gouvernement royal avait-il décidé les élections ? Pour montrer à l'Occident que la démocratie grecque roulait d'elle-même dans l'abîme ? On s'en moque de l'Occident dans ce cas là ; on pourvoit aux nécessités du pays. Qu'aurait-il fait le Roi ensuite ? Aurait-il recouru à la dictature à chaud ? c'eût été la guerre civile. Une minorité communiste fortement organisée aurait profité de la rage succédant au délire des vainqueurs. Dans l'euphorie de la victoire, l'opposition frustrée de sa chance serait descendue dans la rue, et les communistes retrouvaient, par leur discipline, une prépondérance que les urnes leur auraient refusé.

Partagés entre leurs passions pour un Caramanlis absent et pour un Georges Papandréou présent, les Grecs ne voyaient plus le communisme à leurs trousses. Ils se seraient égorgés entre eux après les élections. L'armée aurait difficilement tenu le coup. Elle n'aurait pu contenir l'avalanche. On aurait eu des tranchées et des massacres

à longueur d'années, une guerre civile prolongée à la manière espagnole.

Pour couper court aux difficultés d'une répression à chaud, les Colonels durent établir une dictature à froid. Ils sauvèrent le pays à peu de frais. Dans cette Grèce menacée par le massacre et le bain de sang, les Colonels firent l'opération la plus propre. Non seulement qu'il n'y eut pas de morts à déplorer au cours du coup d'Etat, mais on fit mieux. En soumettant Athènes pendant quelques heures à un couvre-feu bienvenu, on évita les accidents d'auto. On épargna au moins une dizaine de cadavres. Dès que la circulation fut permise, on eut tout de suite à enregistrer des morts sur les routes.

Commerçant dans l'âme à cause de mon père un marchand grec de Roumanie, j'aime l'économie des frais dans le négoce comme dans la politique, et les Colonels s'en sont offert le plaisir avec la malice. Dans un pays au sang chaud, humanitaire mais violent, facile au remord, vite assagi après le crime, aisément poussé au désastre par ses instincts, les Colonels tranchèrent, avec une prodigieuse dextérité, le nœud gordien, économisant la vie de la nation. Loin de tuer, ils empêchèrent les gens de mourir. Il n'y a pas de révolution sans casse humaine, les râles et l'agonie perlent au bord des événements. En quoi consista la révolution des Colonels grecs ? Ils firent l'omelette sans casser les œufs.

*
**

Depuis le coup d'Etat du Roi Michel de Roumanie, perpétré à Bucarest le 23 août 1944, on n'a pas vu un coup d'Etat aussi brillant et preste que celui des Colonels grecs du 21 avril 1967. La virtuosité avec laquelle furent exécutées ces deux opérations demeure incomparable, avec cette différence que le Roi Michel faisait un coup d'Etat dans l'Etat, alors que les colonels grecs durent le faire du dehors. Le premier délivra la nation par l'Etat, les autres durent investir l'Etat pour délivrer la nation.

D'autre part, le coup des Colonels bénéficia du secret

total, tandis que le coup éventuel du Roi Michel avait été annoncé à Radio Londres quelques semaines avant sa date, avec la nouvelle que Jules Maniou était entrain de former un gouvernement roumain d'union nationale à participation communiste. Hitler demanda des éclaircissements au Général Antonesco, dictateur de la Roumanie. Celui-ci, prenant l'affaire à la légère, tranquillisa le Führer et, à force d'avoir tambouriné le secret sur tous les toits, personne n'y crut. Comment prendre au sérieux un coup d'Etat affiché d'avance à Radio Londres ? De son côté, André Papandréou suivait de près les tractations du Roi de Grèce avec ses généraux, et à l'abri de cet écran de fumée, les Colonels surprirent tout le monde, les généraux du Palais aussi bien que leur espion. L'attention étant braquée sur les coryphées personne ne s'inquiéta des agissements d'un certain Papadopoulos. L'obscurité lui laissa la voie libre à l'éclat.

Le Roi de Grèce conspirait pour après les élections. Afin d'éviter à la Grèce le sort de l'Espagne de 1936 à 1939, les Colonels agirent avant la date fatale. Autrement, il eut été trop tard. Trois ans dura le martyr espagnol. En quelques heures les Colonels grecs firent place nette. Coincés entre un Roi qui tergiversait et une révolution qui précipitait les choses, les Colonels forcèrent le destin.

Après les élections que Georges Papandréou aurait gagné sans faute, le Roi eut été obligé de confier la réalité du pouvoir à ce Fidel Castro rasé d'André Papandréou ou de proclamer l'état de siège, provoquant la furie des vainqueurs et entraînant le pays dans les affres de la guerre civile. Par le nord de la Grèce, la Russie aurait approvisionné la révolution, avec les Bulgares et les Serbes s'emparant des territoires convoités, ajoutant aux dissensions intestines le démembrement de la Grèce.

En intervenant à propos, les Colonels sauvèrent les frontières en même temps que l'ordre public, assurant l'unité géographique du pays ainsi que le repos des citoyens. Une Athènes saignante aurait vu le Slave pénétrer dans ses flancs, fouailler ses entrailles, rafler ses terres, lui prendre Drama, Serrès et Cavalla, pour les Bulgares,

Edessa et Florina pour les Serbes, avec domination étrangère, par le Vardar, de la plaine de Salonique.

A moins d'une intervention américaine qui aurait vietnamisé la Grèce, autant dire éternisé le conflit, la guerre civile du type espagnol aurait avantageé les communistes grecs. A travers la Bulgarie, Moscou aurait fourni en armes la guérilla. Des infiltrations bulgares se seraient produites et, sous le nom de comités ou de soviets locaux, l'étranger, le Slave abhorré, se serait emparé du nord de la Grèce, inquiétant la Turquie.

Si Franco a pu tenir c'est parce que la France, sous les pressions de l'Angleterre, avait fermé la frontière des Pyrénées, mettant l'embargo sur les armes. La révolution aurait autrement tout balayé. Malgré l'aide germano-italienne et en dépit de la fermeture des frontières françaises, Franco eut du mal à remporter la victoire. Il en eut été de même de la Grèce.

Les colonels épargnèrent à leurs pays l'éternisation de la guerre civile au moyen de l'intervention américaine ou la victoire communiste en cas d'abstention des Etats-Unis. Aujourd'hui que tout est rentré dans l'ordre, on peut nier le danger, mais il fut réel, avec la circonstance aggravante que le communisme aurait fait le jeu du panslavisme, l'éclatement des frontières doublant la misère du peuple. Qu'on ne se fasse pas d'illusions sur la portée de l'intervention américaine. Elle aurait fait traîner les choses en longueur et langueur. Les Etats-Unis n'eussent pas été disposé à faire la guerre atomique pour les beaux yeux de la Grèce. Brisée dans son élan, blessée dans sa chair, une nation hagarde aurait succombé aux coups du sort.



Outre le service déjà rendu à la Grèce et à l'Europe, ce qui me plaît chez les Colonels c'est leur doigté, leur sens de justice, pour tout dire leur mesure. Ils procèdent avec une modération qui n'a d'égale qu'une souplesse à

laquelle une certaine fermeté judiciaire ne fait pas défaut. On accuse les porteurs de sabre d'intransigeance. Franco et Papadopoulos sont amateurs de prudence.

En droit aussi bien qu'en politique, les Colonels se comportent en hommes avisés. On les dirait nés de Beccaria. Au dix-huitième siècle et contre une procédure judiciaire très lourde, un jeune philosophe italien publia un petit livre qui fit les délices de Voltaire, homme sensible entre tous, et qui opéra une révolution en Droit Pénal. Beccaria demandait que l'on proportionne le châtiment à la nature et à la gravité du délit. La manière dont les Colonels surent doser les peines et graduer leurs effets, amnistier, grâcier, renvoyer chez eux, inoffensifs, ceux qui n'étaient pas des innocents, parle en faveur des chefs militaires grecs, faisant de leur conduite un plaidoyer.

Il y a, dans cette fermeté charitable, un juste dédain de de l'adversaire, mais aussi et surtout de l'aversion pour l'inutilité d'une peine excessive. C'est une perte de temps que de s'acharner sur le méchant désarmé. On lui arrache l'arme et on lui laisse le fiel pour qu'il y baigne et qu'il se fasse du mauvais sang. Puisque le remors du criminel est exclu en l'occurrence, on accorde au misérable pardonné le droit à la rage de son impuissance. C'est le don d'un supplice chinois à travers la magnanimité d'une force qui épargne celui qui voudrait lui faire du mal. J'aime cette ironie d'un geste humanitaire.

Tous ceux qui furent arrêtés on les libéra peu à peu. Lénine les aurait tous fusillés. Les Colonels hiérarchisèrent les peines édictées. Le Roi fut respectueusement gardé à vue. Canelopoulos, surpris la nuit entrain d'être Premier Ministre et Georges Papandréou en chômage d'Etat, furent gardés sans trop de ménagement et sans être maltraités. André Papandréou et d'autres comme lui furent jetés en prison. Après quoi on les délivra, renvoyant les plus modestes dans leur foyer et les autres à l'étranger, le Roi en tête, que l'on respecte d'ailleurs en effigie à Athènes. Il manqua un dernier raffinement à cette justice des Colonels, envoyer les communistes en Russie soviétique. Il n'y a pas de pire punition pour un

communiste que d'être expédié à Moscou. Etant pour la proportion des peines et des délits, les Colonels ne pouvaient pas s'offrir cette cruauté. S'ils l'avaient fait c'eût été de la malice de leur part, une jolie inconséquence ironique. Par esprit de logique. ils accordèrent aux bourreaux ratés de la Grèce le luxe de l'indulgence.

Georges TEFAS.

Comment Marcel Bucard créa le «Francisme»

D'une étude en préparation de M. Arnaud Jacomet sur le créateur du Francisme, Marcel Bucard, nous avons extrait les pages suivantes qui retracent les conditions dans lesquelles Bucard fut amené à créer le mouvement Franciste.

Ayant rompu avec Coty (1), Bucard se vit proposer par Gustave Hervé le poste de rédacteur en chef de *la Victoire*, quotidien nationaliste militant pour une République autoritaire. Pour Gustave Hervé, Marcel Bucard était une recrue de choix : il avait de la prestance et surtout des relations. *La Victoire* était pauvre et Hervé voyait disparaître ses commanditaires les uns après les autres. Installé, 24 boulevard Poissonnière, Hervé avait tenté en 1925 de préparer les élections de 1928 en créant un Parti de la République autoritaire. Il avait été assisté dans cette opération par un vieil ami, Emile Tissier, ancien dirigeant des Jeunes Gardes révolutionnaires qui le secondait depuis près de 20 ans. Refusant « la pétaudière parlementaire » et le retour à un « passé à jamais aboli », Hervé prônait une réforme de l'Etat à la tête duquel serait placé un Chef doté de pouvoirs quasi dictatoriaux dans les limites de la Constitution ! Sans crainte il écrivait dans sa brochure « *La République Autoritaire* » :

(1) Il s'agit du richissime parfumeur François Coty, qui fut avant la guerre, le propriétaire du *Figaro*, puis de *L'Ami du Peuple*.

« L'immense majorité de la nation attend une trique. N'ayons pas peur de lui dire que nous la lui apportons » ! Hervé refusait d'atteindre son but par des voies autres que celles du suffrage universel. Le Parti de la République Autoritaire échoua complètement et les projets de constitution à l'américaine qu'il défendait n'eurent pas grande audience.

Cahin-Caha, *la Victoire* continua à paraître avec une clientèle d'abonnés de plus en plus réduite. Hervé publia 2 ouvrages de vulgarisation historique afin de lutter contre le virus révolutionnaire : *la nouvelle histoire de France* et *la Nouvelle histoire de l'Europe*. Ils lui apportèrent le soutien d'instituteurs et de professeurs.

Pour l'équipe de *la Victoire*, l'arrivée de Bucard, dont la collaboration devint effective à partir du 11 novembre 1932, fut le signe de la possibilité d'une renaissance. Depuis que le Faisceau avait échoué, il y avait une place libre à l'extrême droite : aucun mouvement ne représentait la tendance antiparlementaire et républicaine. En décembre 1932 paraissait le manifeste des socialistes nationaux énonçant les principes du socialisme national : « Notre socialisme est un socialisme corporatif basé sur le respect de la propriété individuelle de la responsabilité personnelle des Chefs d'entreprise (...) Notre socialisme national emprunte à tous les partis ce qu'ils ont de bon : aux révolutionnaires et aux radicaux leur passion de justice sociale, leur idéal de paix internationale, leurs généreuses audaces intellectuelles ; aux modérés et aux réactionnaires (...) leur culte de la patrie et de l'armée, leur respect de la religion, leur goût de l'ordre et de la discipline ».

Marcel Bucard prit la tête de la Milice Socialiste nationale. Il était assisté de Emile Tissier, Paul Lafitte, J.-B. Lhérault, Lucien Bernard, Henri de Bonifacio (1), Albert Crémieux et Dulac. La Milice ne réussit pas à regrouper les anciens combattants mais eut une certaine influence dans le

(1) Pseudonyme du journaliste Félix Antona qui collabora avec Bucard à la rédaction des *Etincelles* et le suivit comme Jean Armeilla à *la Victoire* puis au *Franciste*.

syndicat du bâtiment où Gustave Hervé, qui était le maître à penser et le directeur politique du mouvement, avait gardé des amitiés. Bucard s'efforça 10 mois durant de trouver des soutiens financiers. En vain, sans compter que les rangs des vieux amis de Hervé s'éclaircissaient singulièrement. Bucard finit par penser que la personne d'Hervé extrêmement discutée était la cause de cet insuccès et chercha à rompre. Hervé s'en aperçut vite.

Dans l'attente de l'occasion propice, Bucard radicalisa un peu la Milice lui donnant une orientation « fasciste ». Le 6 août 1933, *La Victoire* publia un éditorial où avec sa franchise de vieux lutteur breton, Hervé revendiquait le qualificatif de fasciste : « fascistes... mais à la française! (...) Bien que nous ayons arboré le drapeau de la république autoritaire bien avant qu'il ne fut question de fascisme italien, et celui de socialisme national au temps où personne ne connaissait Hitler, nous ne voyons aucun inconvénient sérieux à nous laisser traiter de nationalistes et de fascistes (...) le fascisme, c'est le faisceau des forces nationales dressées contre tous les partis politiques ».

*
**

C'est à la Milice Nationale que Bucard semble-t-il prit la mesure de sa capacité à mener désormais une action politique comme il l'entendait, à devenir un Chef de parti. Au Faisceau et chez Coty il s'est formé comme orateur et journaliste politique. Il a pu observer le milieu dans lequel il recrutera les adhérents de son futur mouvement. S'adressant aux Anciens Combattants, il a pu voir combien l'évocation de sa vie dans les tranchées avec Léandre Marcq pouvait les émouvoir et susciter en eux un sursaut. Ce que Valois et Hervé n'ont pas su faire, pourquoi lui, Bucard, ne le pourrait-il pas ?

Bucard est jeune, marié et père de deux enfants, il offre toutes les garanties de respectabilité nécessaires pour rassembler des hommes de bonne volonté. Son passé politique, ses décorations, ses écrits mêmes lui permettent de se poser en Chef. Il a résumé dans « Paroles

d'un combattant » les objectifs politiques de la lutte qu'il entend mener. Il veut faire de la politique « une affaire d'ordre moral » et pour cela reforge à la France une âme puisque la conscience publique y a disparu. Dans cet ouvrage publié en 1930, il écrivait : « Il y a encore de jeunes chefs dont les veines, sont gonflées d'une ardeur qui n'a pas donné toute sa mesure. Ceux-là doivent se dresser pour chasser les Marchands du Temple et faire régner la loi nouvelle bâtie sang à sang dans les tranchées » (2). Vis-à-vis du bolchevisme, Bucard affirmait sa sollicitude pour ceux que l'absence de justice sociale révolte sans pour autant excuser leurs erreurs et leurs crimes. Vis-à-vis de l'Allemagne, il citait Montherlant : « L'esprit de paix ne se fera pas par une réduction de notre respect pour le pays natal mais par une extension de ce respect aux autres nations » et plaçait son espoir dans Gustav-Stresemann. Aux combattants, il rappelait leur devoir moral » : faire l'union totale pour le sauvetage de l'âme française » (3). Il concluait « de toute mon âme je désire voir se dresser comme hier sur les parapets terribles de la guerre des chefs tout imprégnés de spirituel pour éclairer la route des hommes avec leur cœur en feu » (4). Ces chefs ne se sont pas révélés et Bucard croit que son heure est venue. Il se fait un devoir de remplir les fonctions que son idéal assignait à d'autres qu'il pensait — à tort comprend-il — plus qualifiés que lui.

A la Milice nationale, Bucard a trouvé une équipe prête à le suivre et à le seconder. Il a des amis à l'Ami du Peuple comme J.-M. Aimot et d'autres un peu partout. Il va se préparer à en battre le rappel pour forger l'outil de la révolution nationale.

*
**

(2) Marcel Bucard : Paroles d'un combattant, *Les Etincelles*, 1930, page 92.

(3) Marcel Bucard : op. cit., page 173.

(4) Marcel Bucard : op. cit., page 180.

Dès juin 1933, trouvant décidément Hervé très ardent en paroles mais trop attentiste quant au reste, Bucard nourrit le projet de lancer un nouveau mouvement révolutionnaire, à la fois nationaliste et socialiste en s'inspirant des exemples fournis par les tendances dures du squadrisme et de l'hitlérisme. Les jeunes et les activistes des Milices Socialistes et Nationales en fourniront les premiers éléments. Reste le problème du financement ; qui paiera ? Un mouvement ne peut exister sans un journal au minimum hebdomadaire, au mieux quotidien ; sans un local et des permanents pour la garde, le secrétariat... Tout cela demande au bas mot quelques centaines de mille francs. Bucard, comme nous le verrons, bénéficia d'encouragements qui étaient des promesses de financement sérieuses mais on est en droit de se demander s'il n'a pas anticipé des aides extérieures. En effet, le projet de Bucard et de ses amis intervient dans la période même où le fascisme italien commence à rechercher très activement des sympathies à l'étranger et à développer sérieusement les services de presse et de propagande du Ministère des Affaires Etrangères (5). Bien sûr Marcel Bucard ne le savait sans doute pas mais — et ici nous ne faisons que poser la question — son admiration pour l'Italie fasciste ne l'a-t-elle pas entraîné à espérer la compréhension voir la sollicitude de l'Ambassade italienne ? Bucard cherchait un nom, un emblème pour son mouvement. Un jeune avocat, René Louis Jolivet, président des étudiants bonapartistes et rédacteur d'une feuille virulente intitulée « Brumaire » découvrit le terme « Francisme », néologisme dérivé du verbe fanciser ou plutôt refanciser. Le Francisme c'était le retour à l'esprit français, aux sources mêmes de la France. René Louis Jolivet était en contact avec Bucard, Henry Coston et Jacques Ploncard d'Assac, nationalistes antisémites. Avec ces derniers, il créa au mois de juillet 1933 un groupe militant « Les Francistes » qui prit pour or-

(5) Cf. sur tous ces problèmes la Thèse très documentée de Max Gallo : « Etude des méthodes et des résultats de la propagande et de l'information de l'Italie fasciste dans l'immédiat avant-guerre, 1933-1939 », Faculté des Lettres et des Sciences humaines de Nice, 1968.

gane « *La libre parole* » que dirigeait Henri Coston. Bucard refusa de les suivre : Comme Gustave Hervé, il n'admettait pas leur antisémitisme viscéral, leur haine de la Franc-Maçonnerie et préférait être Chef d'un mouvement dont il aurait lui-même précisé les objectifs. Néanmoins il garda la « découverte » de Jolivet et en fit le titre de l'article manifeste qu'il publia dans *la Victoire* du 20 août 1933 après avoir fait insérer par Louis Crevau la prise de ce titre, celle de la dénomination de « Francistes » pour un groupement et la Francisque pour insigne. (*Les Petites Affiches* - 9 août 1933) (6). Cet article fut la première manifestation de propagande du futur mouvement dont l'idéal y était esquissé.

LE FRANCISME

« Le 2 août 1914, un nouveau siècle est né. La guerre avec tous ses bouleversements, créa un état d'esprit qui changea radicalement la manière d'être de penser ou d'agir des hommes qui en furent les acteurs ou les victimes.

« Nous avons défini cet esprit, l'esprit combattant. L'esprit combattant s'oppose violemment à l'esprit politicien.

« Et c'est ainsi qu'un abîme impossible à combler, s'est creusé entre les générations qui ont fait la guerre et celles d'avant 1914 responsables pour une part du fléau.

« En ce qui concerne notre pays, le fin du fin en politique intérieure, consistait essentiellement à fractionner l'opinion publique et à jeter des catégories de français les uns contre les autres tantôt à cause des idées reli-

(6) Pour la petite histoire on peut noter que dès le 6 mars 1924 avait paru un journal intitulé « *Le Francisme* » organe d'un groupe de francistes fondé par Robert de la Montézière, qui avait lui aussi « découvert » le terme mais dans une acceptation très différente puisqu'il s'adressait aux sections démocratiques, jeunesse laïques, libre penseurs en tous genres... Robert Mennevé : *Les documents politiques 1934*, pages 180 et 181.

gieuses, tantôt au nom des luttes sociales. Anticléricalisme, anticapitalisme, voilà à quoi se résume la politique soit disant constructive de la République, III^e du nom, dans la période qui va de 1895 à 1914.

« Divisés, se haïssant même, tels étaient les Français quand le tocsin sonna leur rassemblement pour la défense des foyers, du sol de la patrie et de ses trésors spirituels.

« Sous le feu, devant la mort, reprenant conscience des qualités de leur race, les Français rejetèrent les étiquettes imbéciles dont les polichinelles de la politique les avaient affublés, et forgèrent le faisceau des âmes et des corps pour sauvegarder le pays en péril de mort.

« L'ouvrier fraternisa avec le paysan, le curé choqua le quart de pinard avec l'instituteur, le patron devint l'ami de l'employé, toutes les classes sociales confondues dans le même brasier reformèrent la véritable unité française, en dehors et au-dessus des partis.

« Vivant nationalement, c'est-à-dire pour le seul profit de la Nation, les combattants donnèrent au patriotisme sa haute signification d'amour de la terre natale et de dévouement jusqu'au sang pour la défendre.

« Solidaires les uns des autres, il s'affirmèrent une élite sociale capable de réaliser pleinement la valeur du mot « camarade ».

« Au risque de faire d'un mieux mot un néologisme, je dirai que le 2 août 1914 est née une formule politique nouvelle, spécifiquement française, quasi radicale : le Francisme.

« C'est-à-dire que nous avons appris, malgré les politiciens de tout acabit qu'ils soient de droite ou de gauche, à parler français et à agir en Français.

« Le francisme, c'est quelque chose comme la religion politique du vrai Français, de celui qui met la patrie Française au-dessus de tout.

« Il y a là l'idée de race de la nation Française, avec tout ce qu'elle contient de respect pour ceux qui l'on faite grande et prospère dans le passé.

« Et aussi la volonté de justice sociale dans toute la mesure possible, pour le Français d'abord.

« Cette idée de Francisme est incluse dans le socialisme national que nous opposons au socialisme de révolte et de haine de l'internationale marxiste.

« Soyons nets : notre Francisme est à la France ce que le fascisme est à l'Italie.

« Il ne nous déplaît pas de l'affirmer ! »

Arnaud JACOMET.

Situation actuelle de l'Italie

Les récentes élections du 13 juin en Italie ont quelque peu secoué l'apathie des Français à l'égard de ce pays, sans doute le plus proche de la France à tous points de vue. Aussi un tour d'horizon de la situation politique en Italie nous a paru indispensable. Ce rapide survol ne prétend pas être exhaustif. Il s'agit plutôt d'une série de notes, d'événements, de scandales d'où se dégage, peu à peu, l'atmosphère d'un pays en pleine crise. Au cours de cette promenade en Italie, nous décrirons les faits politiques les plus récents, nous effleurerons les principaux problèmes qui se posent actuellement (référendum, ouverture à gauche...), sans jamais prétendre épuiser un sujet immense. Nous souhaitons simplement que le lecteur soit informé de la crise qui règne dans ce pays, et se trouve mieux à même d'en suivre les prochains rebondissements.

La vie politique italienne est souvent mal connue en France, où elle soulève un intérêt épisodique et peu soutenu. Les organes de presse et d'information suivent de beaucoup plus près les événements aux U.S.A., en Allemagne ou en Grande-Bretagne. Et cette ignorance du phénomène italien est un véritable paradoxe. Pour de multiples raisons. D'abord, il y a ces récentes élections du 13 juin qui, pour la première fois dans le monde, ont

marqué le retour au premier plan de forces et de problèmes oubliés depuis 25 ans. Ensuite, l'Italie est en train de vivre une crise économique, politique et culturelle tout à fait exceptionnelle. Et il est très probable que cette tension va atteindre très bientôt son paroxysme et se dénouer, d'une façon ou d'une autre. Enfin, pour un Français surtout, l'étude de l'Italie est capitale. On a dit souvent que l'Italie était un peu une France qui n'aurait pas connu le 13 mai 1958, qui continuerait de vivre sous la « quatrième république ». Et il y a du vrai dans cette affirmation, puisque le régime parlementaire italien ressemble comme un frère à celui qui existait en France avant le gaullisme. Dès lors, au moment où l'après-gaullisme, risque fort de n'être que le retour accéléré à l'avant-gaullisme, au moment où chacun voit bien que le régime des partis n'est pas mort, ce qui se passe en Italie est un peu l'anticipation de ce que la France peut connaître. Ne cherchons pas auprès d'une nouvelle Sibylle italienne la révélation d'un avenir fatalement réservé à notre pays, bien sûr, mais une des solutions possibles, un des chemins politiques qui peut s'ouvrir devant nous d'ici quelques années. Beaucoup nous prédisent que la France de demain ressemblera aux U.S.A. d'aujourd'hui. Cela peut être vrai sur le plan technique ou sur le plan des modes de vie. Mais, dans le domaine de la politique, un bipartisme à l'américaine, avec un parti plutôt conservateur et l'autre plutôt réformateur, l'un appuyé sur un patronat dynamique et le second sur des syndicats assagis, un tel système est bien improbable en France. Notre avenir, ce n'est pas les U.S.A., mais c'est peut-être l'Italie.

Car Italie et France font partie d'un même système politique, qu'on pourrait appeler système « latin » ou « méditerranéen », par opposition au système anglo-saxon, puis nordique, le bipartisme. C'est le même schéma général qui existait en Espagne avant la guerre civile, ou en Grèce, dans une moindre mesure, avant la Révolution Nationale, c'est une organisation assez proche que l'on trouve dans différents pays d'Amérique du Sud.

Le fait essentiel de ce « système organique », c'est l'om-

nipotence des partis communistes. Et le parti communiste italien est le plus puissant de tous, avec ses 30 % du corps électoral, le gouvernement d'une région (l'Emilie-Romagne) et des nombreuses communes. Cette puissance se double d'un attrait considérable du marxisme sur les milieux intellectuels (ce qui est beaucoup moins vrai des pays anglo-saxons), et elle est renforcée par une « bonne conscience » progressiste qui amène tous les autres partis à faire leur cour au P.C. Notons au passage, pourtant, deux problèmes : le monde assez restreint des inscrits (un million et demi, en net recul depuis 1946) et le vieillissement des militants. Ces deux défauts n'empêchent pas le P.C. d'être le second parti d'Italie.

Car, face aux marxistes, une autre force, beaucoup moins bien organisée, plus diluée, menacée de tous côtés ; c'est la masse modérée, s'inspirant plus ou moins des principes chrétiens, plus ou moins appuyée par le clergé. En Italie, le lien entre Eglise catholique et Démocratie Chrétienne est évidemment très étroit, c'est la puissance du catholicisme qui explique seule que la D.C. soit encore le premier parti italien, avec un peu moins de 35 % des voix.

A côté de ces deux grandes forces subsistent les socialistes. Non pas le parti socialiste, qui n'existe plus en Italie. Ici le radical antagonisme entre socialistes prêts à s'allier avec les communistes et socialistes réformateurs a abouti à sa conclusion logique : l'éclatement, du Congrès de l'E.U.R., après une réunification de quelques mois. Il y a donc deux tronçons essentiels : le parti social-démocrate (P.S.D.I.), hostile à toute alliance avec les communistes ; et le parti socialiste (P.S.I.) qui se déclare favorable à un front populaire. A ces deux courants, il faut ajouter le P.S.I.U.P. (parti socialiste d'unité prolétarienne), depuis longtemps le (tout) petit comparse du P.C.I. dans les luttes électorales.

Un peu plus à droite encore, on trouve les Républicains, tout à fait semblables à nos Radicaux : issus d'une tradition révolutionnaire et nationale, ils sont devenus de parfaits modérés à prétention de « gauche ». Et ils poussent la ressemblance avec leurs frères transalpins

jusqu'à s'engager sur la voie du modernisme et de la technocratie, comme les radicaux français sous la houlette de « J.J.S.S. ». Mêmes prétentions progressistes chez les libéraux, vieux parti de droite lié à la Grande Industrie. Ce parti, qui n'a pas son équivalent en France, est une greffe du système « nordique » sur le rameau italien du système méditerranéen.

Par contre, l'existence d'une puissante extrême-droite se rattache bien au « système méditerranéen ». Elle est divisée par deux traditions différentes : un courant monarchiste, « ultra » et à prétentions populaires, représenté en Italie par le P.D.I.U.M. ; et une tendance héritière des courants nationalistes qui ont agité l'Europe avant la dernière guerre, incarnée par le M.S.I.

On le voit, les partis sont à peu près les mêmes en France et en Italie. L'Italie se distingue seulement par la division extrême et la complication de ces organismes ; il faut en chercher l'origine dans l'individualisme latin et dans les mœurs politiques de ce pays, où le moindre dirigeant de parti à toutes les ambitions et entretient autour de lui une petite clientèle de fidèles. C'est ce qui explique l'éclatement des socialistes, c'est ce qui explique l'existence de tendances organisées à l'intérieur de chaque parti, avec leur leader et leur programme. Il y a ainsi une bonne quinzaine de courants organisés dans la seule démocratie-chrétienne ! Cette anarchie institutionnalisée ne peut d'ailleurs que renforcer l'impression de profonde harmonie qui existe entre les deux sœurs latines !

Le système syndical italien est plus original. Car les trois grands syndicats (le communiste, le chrétien et le socialiste) ont signé un accord qui les lie étroitement, tandis qu'une telle alliance (la « Triplice ») paraît bien improbable en France. Et puis il y a l'existence d'un syndicat national, lié au M.S.I., et en pleine ascension, la CISNAL. C'est ce point d'ailleurs qui marque la différence la plus complète entre France et Italie : la force du M.S.I., surtout depuis le 13 juin. Il faut en voir l'origine dans le courage des anciens combattants du fascisme qui, dès 1946, ont reconstitué un parti, et aussi

dans le système proportionnel qui lui a permis d'avoir d'emblée des députés, des conseillers municipaux... Sur cette base, le M.S.I. a pu survivre pendant les difficiles années 1960, et profiter de la situation favorable actuelle pour passer à un échelon supérieur, Celui de parti de masse.

Mais cette différence entre les situations de la France et de l'Italie avait peu d'importance jusqu'à ces derniers mois. Au contraire les deux pays étaient liés par une vieille tradition d'échanges culturels et par une véritable osmose politique. C'est ainsi que les nationalistes italiens se rattachaient directement à Maurras, introduit en Italie dès le début du ^{xx}e siècle par « l'Idée Nazionale ». La D.C. se réclame d'un autre courant français, le Sillon. Les Républicains ont recueilli l'héritage de la Révolution française à travers tout un courant du Risorgimento. Inutile d'insister, bien sûr, sur l'unité du marxisme par-dessus les Alpes. Enfin, le fascisme lui-même a beaucoup emprunté à Sorel ou même à Maurras.

Tous ces liens culturels sont encore renforcés depuis la seconde guerre mondiale. Car France et Italie sont bien les deux seuls pays à vivre encore essentiellement sous le signe de la « Résistance ». Et encore cette référence est-elle encore beaucoup plus marquée en Italie, où toute action politique se jauge à son poids d'« antifascisme ».

C'est au nom de cet esprit de la Résistance que le régime italien était censé s'orienter toujours plus à gauche. En effet, une fois rompue l'unité de toutes les forces résistantes, en 1947, l'Italie s'engagea sur la voie d'un gouvernement de centre, rejeté à droite par un vigoureux anticommunisme. C'est le quadripartisme, dont le leader est De Gasperi, et dont les soutiens sont la D.C., le P.R.I. le P.L.I. et le P.S.D.I. C'est De Gasperi qui amène l'Italie à s'aligner sur les positions américaines et à entrer dans l'OTAN, tout en poursuivant une patiente lutte diplomatique avec la Yougoslavie, qui permettra de récupérer Trieste en 1954. Mais, avant même ce succès, De Gasperi s'est retiré. Livrée à elle-même, la Démocratie Chrétienne s'abandonne à des tentatives « monocolors » (c'est-à-dire à des gouvernements ne comprenant que des mem-

bres de ce parti), ou à des alliances instables. Mais déjà les forces de gauche progressent au sein du parti, et ils font élire en 1955 le progressiste Gronchi à la présidence de la République. Le chemin sera long pour les marxistes. Mais en 1960 le gouvernement Fanfani accepte le soutien des socialistes du P.S.I. En 1962, le programme d'un nouveau gouvernement Fanfani est élaboré en accord avec les socialistes. Enfin, en 1963, les socialistes entrent dans le ministère Moro. Il a fallu près de dix ans au centre-gauche pour venir au jour. Mais déjà les socialistes le tiennent pour dépassé. Ils réclament l'ouverture vers les communistes, et se font gloire d'être les charriers [fourriers ?] du P.C.I. Sans avoir pu même souffler à l'étape du centre-gauche, l'Italie est invitée à reprendre sa route vers le marxisme. Depuis 25 ans, elle ne cesse de s'en approcher. Le chemin est-il irréversible ? On pouvait le croire. Mais un événement vient de démentir cet espoir. Cet événement, ce sont évidemment les élections du 13 juin, élections régionales en Sicile et administratives dans certaines villes, dont Rome et Gênes.

Les élections du 13 juin 1971

Un « terremoto » ; un tremblement de terre. C'est ainsi que les journaux italiens ont salué les résultats de ces élections. Un tremblement de terre politique... Un « accident » en tout cas auquel les lecteurs n'avaient pas été préparés par ces mêmes journaux. Toute l'argumentation des observateurs en effet était celle-ci : les deux extrêmes (M.S.I. et P.C.I.) doivent profiter également du mécontentement croissant. Contre ce danger unique, il fallait voter modéré, écrivait-on.

Et puis, ce fut le tremblement de terre. Le P.C.I. ne progresse pas, il recule, passant de 25 % à 21 % des suffrages, dans les régions où l'on a voté. Le P.S.I.U.P., son complice, est laminé. Les listes gauchistes (« Etoile rouge », « Servir le peuple », « Union des Communistes) ont moins d'un % des voix, partout où elles osent se présenter. Au contraire, tous ceux qui ont pris des positions anticommunistes se voient approuvés par le suffra-

ge populaire : le P.S.D.I. passe de 6,7 à 7,8 %. Quant à la D.C., compromise par les fantaisies progressistes de son aile gauche, elle recule sensiblement. Le grand vainqueur, bien sûr, est le M.S.I., recueillant 14 % des voix (contre 8,2 % avant). En Sicile surtout, il progresse de 7 à 16,3 %, et il obtient 15 sièges. A Rome, il passe de 11,7 à 16,2 %, et il prend 13 sièges. En tout, 800.000 personnes ont voté pour le M.S.I. D'où viennent ces voix ? La réponse est simple : des différents partis de droite, fortement touchés. Le parti monarchiste perd 15.000 voix, le P.L.I. 130.000. Ce dernier parti s'écroule, de 7,2 à 3,5 % ! Ainsi en Italie, le dynamisme du M.S.I. a attiré les militants et les sympathisants des partis de droite. C'est ce qu'on pourrait appeler la première étape du développement d'un parti nationaliste.

La seconde étape, le M.S.I. est en train de la réaliser : il s'agit de mordre sur le bloc modéré jusqu'à l'absorber. La D.C. en effet perd 180.000 voix, dont beaucoup sont allées au M.S.I.

Enfin se dessine une troisième phase. Regardons en détail les résultats d'Ascoli Piceno, ville des Marches, située au Sud d'Ancône. Le nombre des votants est le même en 1971 et en 1970. Le M.S.I. passe de 3.000 à 4.000. Or le P.L.I. n'en perd que 450, et tous les partis sont stables. Tous, sauf le P.C.I. qui perd 500 voix. D'où viennent les gains du M.S.I. ? Ou bien il faut supposer que 500 communistes ne sont pas allés voter en 1971, tandis que 550 nouveaux électeurs choisissaient le M.S.I. ; ou bien une bonne partie des communistes a voté M.S.I. Cette solution, plus simple, est aussi plus probable. Ainsi, le M.S.I. s'étend même aux dépens de l'électorat communiste. Un phénomène semblable s'est d'ailleurs aussi réalisé dans la banlieue de Rome.

Ainsi, avec le M.S.I., se réalise le processus d'une conquête légale du pouvoir par les nationalistes. Il se fait en trois temps : rallier tous les nationaux, absorber le bloc conservateur, convaincre des électeurs de gauche.

Cette simple constatation suffirait à prouver l'étendue du succès du M.S.I. Pourtant beaucoup cherchent à « expliquer » ce triomphe en le dénaturant. Ainsi, dans

un article obscur du « Monde », Jacques Nobécourt écrivait : ce vote est celui « des sous-prolétaires des bidonvilles de Rome, des fonctionnaires du dernier échelon... ». Plus loin, nous voyons qu'il s'agit d'un accès de mécontentement des classes moyennes, excédées par les grèves et le désordre. D'où l'on conclut que le sous-prolétariat fait partie des classes moyennes ! Ici, la mauvaise foi s'allie à l'incohérence mentale. En Italie, on s'accorde sur des interprétations plus intéressantes. Les observateurs insistent sur l'opposition qui existe entre les succès étonnants de Sicile et les progrès modestes effectués ailleurs : ainsi à Gênes, où le M.S.I. n'a que 5,5 % des voix. Il s'agit donc, en Sicile, « d'un vote de mécontents, de désorientés, qui peuvent et qui doivent être récupérés pour une vision et pour une bataille démocratique ». C'est Malacuso, secrétaire régional du P.C., qui le clâme. Et la « Stampa », le journal des industriels du Piémont, d'approuver cette interprétation rassurante des communistes ! Tous unis contre le fascisme ! « L'Osservatore della Domenica » lui-même n'entre-t-il pas dans ce jeu démocratique en déclarant « La croissance du M.S.I. n'est pas un facteur politique de caractère positif » ? Il est vrai que les catholiques ont quelques raisons d'être mécontents de ces élections. Ce sont eux les responsables du raz-de-marée du M.S.I. Les journaux italiens l'ont bien compris, quand ils ont dit que les Siciliens ont voulu « punir la D.C. » Dès lors ces votes ne sont que l'expression d'un mécontentement, des « voix prêtées ».

Et il est indiscutable que les progrès colossal du M.S.I. présente tous les caractères d'une marée mal contrôlée. Dans la région sicilienne, il passe de 170.000 à 390.000 voix. Paradoxalement, il obtient ses meilleurs résultats dans les régions où il était le moins fort. Dans la province de Catane, il n'avait que 6,7 % des voix, moins que sa moyenne sicilienne ; il est maintenant à 21,5 % ! Et la même disproportion se retrouve à Syracuse et à Messine. Au contraire, à Enna et à Caltanissetta, qui étaient ses deux points forts, il progresse peu. On devine là une instabilité certaine du corps électoral nationaliste. Beaucoup d'électeurs ont fait confiance au M.S.I. par réac-

tion instinctive, par mécontentement épidermique. Ce n'est pas un hasard si le M.S.I. réalise son meilleur score à Catane-ville (27 %), et à Palerme (20 %), ville agitée par de récentes grèves des polices urbaines, ville où les autobus ne fonctionnent pas pendant une semaine, à la fin de chaque mois. A cela s'est ajouté le problème de la Mafia, réveillé par le récent assassinat du procureur de la République Scaglione.

Ainsi il y a du vrai dans ce que disent les commentateurs sur le vote de la Sicile. Seulement il ne faut pas oublier les autres régions. A Rome, dans les Pouilles, les progrès du M.S.I. sont très réguliers depuis plusieurs années : de 9,5 %, en 1968 à 11,7 en 1970 et enfin 16,2 en 1971, à Rome même. Et dans ces régions le M.S.I. mène à bien une pénétration en profondeur. Jusqu'à présent, c'était un parti surtout urbain. Or, dans les Pouilles, il commence enfin à s'implanter en zones rurales. Dans le gros bourg agricole de Bitorte, il n'avait qu'un conseiller municipal : il en a cinq maintenant. En même temps, il s'installe solidement dans les milieux populaires de la banlieue romaine. Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer son emprise sur le centre de Rome, peuplé de fonctionnaires et de membres des professions libérales.

Ainsi, dans ces deux régions-clefs, Latium et Pouilles, le M.S.I. diversifie son électorat. Ce n'est plus seulement le parti des centres-villes, des fonctionnaires, des étudiants, des jeunes. Il pénètre peu à peu dans tous les milieux ; et dans toutes les régions aussi.

Car on aurait tort de croire que le M.S.I. ne marque des points que dans le Sud. Certains commentateurs ont parlé de « voix méridionales », sans cacher une certaine discrimination méprisante : car voix méridionales, cela veut dire voix d'arriérés, de paysans mal formés à la politique, de sous-prolétaires faciles à corrompre, d'ouvriers « même-pas-syndiqués ». Et il est vrai que les résultats des élections à Gênes ont été beaucoup moins spectaculaires. Gênes, capitale de la Résistance, Gênes, où le M.S.I. n'avait pu tenir son Congrès national en 1960. Il a quand même recueilli 5,3 % des voix, après avoir en 3,5 % en 1968 et 4,5 % en 1970. On sent là une

poussée continue, très impressionnante. Et après les élections, des sondages d'opinion ont attribué des résultats sensationnels dans le Nord. A Turin par exemple, le M.S.I. recueille les sympathies de 21 % des personnes interrogées. Ce succès extraordinaire montre que le dégoût du centre-gauche n'est pas le fait du Sud seulement ; mais il aura fallu un peu plus de temps pour convaincre le Nord que la seule solution de rechange au système était le M.S.I.

A l'expérience du temps, l'interprétation des commentateurs hostiles au M.S.I. s'est donc révélée très insuffisante. Et pourtant le « mouvement social », avec une grande modestie, et une très grande habileté, a accepté cette interprétation. Ce sont des voix prêtées ? Et bien nous essaierons de mériter autant que possible la confiance des nouveaux électeurs. Ce sont des voix « méridionales » ? Alors nous défendrons les intérêts du Sud méprisé, exploité par les « ras » de la majorité. Et surtout, nous essaierons de remplir la clause primordiale du contrat qui nous lie à nos électeurs : nous lutterons, seuls, contre les progrès du communisme.

Tout le problème est donc de savoir si le M.S.I. a les moyens de remplir ce contrat, et s'il peut analyser son électorat et faire d'un vote négatif un engagement positif.

Pour cela, il dispose d'une organisation remarquable, calquée sur le modèle communiste, capable d'encadrer solidement la masse des sympathisants. A côté du parti (60.000 inscrits, plus de un million et demi d'électeurs avant le 13 juin), il y a de multiples « courroies de transmission ». Le syndicat, la CISNAL, est actuellement en pleine ascension : elle l'a prouvé en lançant quelques grèves d'avertissement, en octobre, dans les postes et les chemins de fer. Son influence devient telle que la « Triplice » a fait repousser les élections à la commission interne de Fiat, par peur d'un désastre ! Mais la CISNAL n'est pas le seul organe dépendant du M.S.I. Citons « les Amis des Forces Armées », « l'Union des Italiens d'Istrie et de Dalmatie », le « Secours Tricolore » (qui fournit des aides matérielles aux nationaux de toute tendance

blessés par les rouges), des comités contre le divorce, des comités anticomunistes... Réserveons une place de choix aux « Corporations de quartier » mises en place dans un certain nombre de villes (surtout à Rome), qui se proposent de traiter les problèmes concrets des villes, et qui peuvent ainsi attirer des sympathies dans de très larges couches de la population par une action purement administrative. Enfin, dans les milieux universitaires, agit le F.U.A.N. (front universitaire d'action nationale), regroupant étudiants monarchistes et « missini ». Mais pour les jeunes, un organisme plus intéressant vient d'être créé, le « Front de la jeunesse » : il s'agit de regrouper dans le même mouvement jeunes étudiants et jeunes travailleurs. Ce front est autonome, c'est-à-dire qu'il a ses propres dirigeants et ses propres objectifs, tout en disposant au besoin des « troupes de choc » du parti, les « Volontaires Nationaux ». Ainsi c'est le Front qui a commémoré en Italie la révolte de Budapest, et c'est le Front seul qui mène la lutte difficile des lycées.

Ce front est très jeune, il vient d'être créé réellement en novembre 1971, au camp-école de Montesilvano. Car le M.S.I. est actuellement secoué par un besoin frénétique d'action. Comme titrait « l'Europeo » affolé : « Une atmosphère d'euphorie règne dans les rangs des fascistes. Ils disent que leur tour est venu, ils parlent d'au moins quatre millions de voix aux prochaines élections ». En attendant, ils agissent. Les inaugurations de locaux se multiplient. Et Almirante a commencé une impressionnante tournée de meetings publics en Italie : Trieste, Milan, Reggio de Calabre, Naples, Messine, Cosenza, autant de places couvertes de tricolore, de foules ardentes et jeunes criant « Italie-Europe-Révolution », « Italie-Italie », et surtout « Almirante-Almirante ». Face à cette explosion de jeunesse, le parti monarchiste moribond pense à quitter la scène politique. On parle pudiquement d'une « fusion » pour créer le grand mouvement de la « Droite nationale ». Il ne fait de doute pour personne que cette fusion serait l'absorption du reste du P.D.I. U.M. par le M.S.I. Ce serait un nouveau succès pour Almirante.

Car ces élections sont l'œuvre en grande partie d'Almirante. C'est lui qui a donné au M.S.I. sa « nouvelle politique ». Un article de « Défense de l'Occident » a déjà analysé les mutations du parti. Rappelons simplement que la grande originalité fut de refuser le dilemme « fascisme antifascisme » où les partis progressistes voulaient enfermer la politique italienne. Bien plus Almirante a retourné contre ses auteurs l'accusation la plus fréquemment lancée contre les nationalistes, il a accusé de « nostalgisme » les tenants de l'antifascisme. Nostalgisme, à moins que ce ne soit pire encore ! A moins que, derrière les vieilles défroques de la Résistance, on ne veuille cacher l'échec complet d'un régime, et les progrès du Communisme se profilant derrière le centre-gauche.

Car le plus fort atout du M.S.I. n'est pas sa puissante organisation, ni l'extraordinaire besoin d'activité qui le traverse ; ce n'est même pas le talent de son Chef ou la valeur de sa doctrine. Sa force tient dans sa dénonciation résolue du centre-gauche. Revenons un peu en arrière et essayons de voir les vices du centre-gauche qui ont amené les Italiens à se proclamer contre lui en juin 1971.

L'échec du centre-gauche

Cette république, c'est d'abord en effet un principe qui peut paraître assez scandaleux, un véritable système des dépouilles. Il s'agit, pour les quatre partis au pouvoir, de se partager *toutes* les places, celles du gouvernement, celles des grands tribunaux, celles des assemblées locales, celles de toutes les « enti locali », ces organismes politiques et surtout économiques, qui assurent au niveau local soit le développement de l'agriculture, soit les travaux publics... Tous ces organes de gouvernement sont attribués par les assemblées régionales ou nationales, et ils ne vont pas au plus capable de gérer la place, en vertu du mérite de chacun. Non ! A l'avance les partis se sont partagés les sièges, ont décidé qu'ici serait placé un démocrate-chrétien, là un socialiste. Au parti ensuite de désigner son candidat qui sera celui de la majorité !

Et, à l'intérieur du parti, les différentes tendances organisées se répartissent ces mêmes charges, entre « forces nouvelles », « fanfaniens » ou « basistes ». De sorte que le directeur d'une société publique de développement agricole en Sicile sera choisi par un comité d'une dizaine de députés de la D.C. (dont aucun sans doute ne sera sicilien!), et le choix sera ratifié par une chambre bon enfant. Pour donner un exemple concret, prenons un exemple récent qui fait beaucoup de bruit actuellement. La Chambre doit élire un juge à la Cour Constitutionnelle. En vertu des accords de majorité, ce doit être un socialiste. Or le P.S.I., sous la pression du courant « lombardien » d'extrême-gauche, a eu l'impudence de présenter comme candidat un juge, Basso, qui d'une part a souvent pris des positions gauchistes, et qui a été condamné par un conseil de magistrature (en 1943, il est vrai!) comme « accapareur de causes », en le jugeant coupables de « louches expédients professionnels ». Pour l'instant, la D.C. refuse donc de voter pour lui, mais elle n'ose pas présenter d'autres candidats. La situation est donc bloquée, et se terminera sans aucun doute par la trahison de quelques députés démo-chrétiens et par l'élection du « wrong man at the wrong place. »

Avec un tel système, on devine l'atmosphère de scandale qui règne au niveau des organismes les plus élevés comme à celui de toutes les « enti locali ». Il serait fastidieux de décrire tous les scandales qui ont éclaté ou éclatent encore. Disons simplement que presque tous les partis y sont impliqués. La D.C., bien sûr, plonge allègrement dans les milieux de la Mafia. Le P.C.I. n'est pas épargné (scandale de l'E.S.A. en Sicile). Mais le P.S.I. est de loin le plus touché. Le scandale majeur actuellement est celui du socialiste Mancini et du démo-chrétien Natali, deux anciens ministres des Travaux Publics, accusés d'avoir favorisé leur clientèle lors de la construction d'autoroutes. Rien que de très banal, on le voit, et qui ne mérite guère qu'on s'y attarde. Exceptionnelles au contraire sont les déclarations récentes du chef du groupe parlementaire socialiste, Bertoldi. « Avec les contributions et les quotes sociales, un parti politique n'est pas

garanti de fonctionner ». Il faut donc « d'autres moyens ». Et Bertoldi de proposer un financement des partis par l'état. Mais en attendant, comment les partis trouvent-ils de l'argent ? « Je vais donner un exemple précis : dans ces dernières années, il y a eu des moments (et il y en aura sans doute plus dans le futur) où le P.S.I. a pris en sérieuse considération l'éventualité d'un retour à l'opposition. Et bien il est évident que la vie d'un parti politique d'opposition est beaucoup plus difficile à tout point de vue, et surtout du point de vue politique. D'où l'on conclut sans mal que le P.S.I. vit grâce à l'argent qu'il récolte dans les caisses de l'état et que, pour continuer à jouir de ce privilège, il est prêt à rester au gouvernement à tout prix, quitte à abandonner ses objectifs politiques les plus essentiels. En tout cas, cet aveu spontané, même pas cynique, montre ce qu'est devenu le centre-gauche : un ramassis de voleurs désireux de s'enrichir sur le dos du contribuable !

Car, et c'est un nouveau point qui explique le vote du 13 juin, le centre-gauche est vidé de tout sens, de tout objectif autre que celui de se maintenir en place. Autrefois, le centre-gauche avait une idéologie, un but : les « réformes ». Ces réformes, on sait le résultat qu'elles ont atteint. Quelques lois sur le Mezzogiorno, à peu près inutiles ; l'institution des régions, qui sembla un moment la panacée universelle à tous les maux (supérieure encore à la jouvence de l'antifascisme !), et qui n'eut d'autre résultat que d'abandonner une région entière aux mains des communistes : sur ce point, le vote de la Sicile, qui avait obtenu très tôt le statut de région autonome, est une condamnation sans appel des « Réformes ». A cette importante mesure, ajoutons l'institution du divorce, qui a profondément divisé les Italiens, et la loi sur la propriété, qui facilite l'expropriation et fut très mal vue de tous les petits propriétaires, nombreux en Sicile. On le voit, toutes ces réformes ont été loin de faire l'unanimité. Le vote du 13 juin, c'est la condamnation résolue de cette politique de réformes, le troisième volet du tryptique « Les vices du centre-gauche ».

A ces trois erreurs, système des dépouilles, scandales

et réformes impopulaires, il faut ajouter un nouvel élément, d'ordre économique en apparence, mais aux racines politiques : la crise de l'Economie.

La crise économique

En effet, l'Italie, chacun le sait, traverse une grave crise. On peut noter que l'apogée de la D.C. correspondait au puissant démanrage des années 1950, tandis que les premiers essais de centre-gauche s'appuyaient sur le « boom » qui traversa l'Italie de 1960 à 1963. Au contraire, la crise menace profondément la stabilité du régime. Depuis 1969, l'Italie est plongée dans le marasme.

Quels sont les principaux caractères de ce marasme ? Les aspects les plus spectaculaires, ceux qui frappent le plus l'opinion, sont indiscutablement au nombre de trois. D'abord, la hausse du coût de la vie, toujours très ressentie par l'électeur. L'indice officiel est passé de 100 en mai 1956 à 175 à l'automne 1971. Et la course est de plus en plus rapide ; en un trimestre seulement, l'été, l'indice est monté de deux points, entraînant, en vertu de l'échelle mobile des salaires, une hausse égale des traitements. C'est-à-dire que la spirale ascendante salaires/prix fonctionne bien en Italie.

Mais cela n'est pas le problème le plus douloureux pour nos frères latins. Ceux-ci ont toujours été très sensibles au problème de l'emploi. Or le chômage progresse. Le nombre officieux des non-employés est de un million ; il faut leur ajouter autant de sous-employés », ouvriers travaillant à temps partiel, et pesant lourdement sur les coûts de production. Récemment, un rapport du crédit foncier sarde a ouvert des perspectives sinistres : il faut attendre prochainement un chômage très important à Rome, Bari, Naples, Catane, Gênes et Venise.

Et pourtant ce drame économique, le chômage, n'est pas l'aspect le plus inquiétant de la crise. Le plus grave, c'est sans aucun doute le recul de la production. Selon « l'Espresso », pour la première fois de l'histoire italienne depuis 1946, le P.N.B. ne progressera pas en 1971. Ce recul affecte surtout l'industrie, et en particulier l'au-

tomobile. Dans une récente interview, Agnelli, propriétaire de Fiat, annonçait qu'il ne produisait plus que 6.000 voitures par jour, chiffre insuffisant pour lui permettre de faire des bénéfices ! Et « l'Expansion » confirme cette affirmation. Selon cette revue, sur les 200 plus grosses firmes européennes, 90 seulement ont réalisé des profits en 1971 ; sur ces 90, aucune firme italienne ! En particulier, l'I.R.I. (trust sidérurgique d'état) perd des sommes colossales.

Cette absence de profits n'est pas pour encourager la production, on s'en doute. Celle-ci stagne, et le chômage s'étend ; tout ceci pendant que les prix augmentent !

A ce résumé pessimiste, il faudrait ajouter les vieilles tares de l'Italie, et avant tout le retard économique du Sud. Ce n'est pas notre but d'envisager toutes les causes innombrables, de cette stagnation, ou du caractère arriéré de certaines structures économiques de l'Italie. Rappelons seulement qu'aucun gouvernement n'a su prendre les mesures capables de diminuer le décalage entre ces deux moitiés de l'Italie : ni une réforme agraire au rabais, limée sous tous les angles par les démocrates-chrétiens conservateurs ; ni une véritable implantation industrielle, à coups de crédits consentis aux industriels ; ni un programme cohérent de grands travaux (les sommes englouties servirent surtout à favoriser les clientèles et les communes qui votaient « bien »)... Le Sud reste donc en arrière. Aussi c'est lui qui est le plus touché par la crise, par le chômage, par la réduction d'un taux de développement déjà bas. C'est donc lui le premier qui brûle ce qu'il a adoré, la D.C., et se retourne vers d'autres partis.

En effet, la crise économique met directement en cause le gouvernement. Sans doute il est des causes générales à cette crise. Les industriels se plaignent de la stagnation de la consommation : selon Agnelli, sa progression dans le domaine de l'auto serait tombée à 2 % (on espérait 4 %) ; mais n'oublions pas que Fiat ne produit même pas assez pour satisfaire cette demande réduite, ce qui explique les progrès des voitures étrangères en Italie. Sans doute encore le ministre du bilan s'est plaint de ce que la (très) légère reprise votée à la fin de 1970 ait été ba-

layée par les mesures adoptées aux U.S.A. Sans doute l'épargne est insuffisante, et le ministre du Trésor, lors de la « journée de l'épargne », a adjuré les Italiens de « se rendre compte du risque sur des bases saines, une fois abolie la vieille distinction fasciste-antifasciste.

Le Congrès Démocrate-Chrétien

Chacun attendait donc, pour la rentrée d'automne, que les partis du pouvoir s'amende. Cela aurait été le fait de tout groupement politique démocratique, obéissant aux injonctions du vote populaire. Or la grande surprise du mois de septembre, c'est qu'il n'en n'a rien été. Trois événements essentiels devaient se produire : la réunion du Conseil national de la D.C., celle du Comité Central du P.S.I. et celle du Comité Central du P.S.D.T. On espérait que la D.C. allait écouter son électorat et poser un ultimatum clair au P.S.I. : ou nous, ou les communistes. On espérait aussi que les sociaux-démocrates préciseraient leur attitude très ferme à l'égard du P.C.I. Certains mêmes rêvaient de voir le P.S.I. se corriger et se rallier aux thèses modérées de Nenni ; ou bien qu'il choisisse une bonne fois pour toute l'unité d'action avec les communistes. En un mot, tout le monde attendait une clarification de la situation politique. Il n'en n'a rien été. Mais reprenons ces trois événements en bon ordre.

La bataille au sein de la D.C. semblait pourtant inévitable. Sur le lieu du combat se dressait la statue de Forlani, le secrétaire général, jeune loup des modérés, visage aigu et cheveux coiffés en brosse. Ce condottière de la Technocratie chrétienne avait annoncé hautement un plan de bataille précis qui avait le mérite (soulignait-on discrètement) de plaire au véritable chef de la D.C., peu aimé des « compagnies » de gauche, Fanfani. Ce plan prévoyait d'abord une réorganisation de l'armée démocrate-chrétienne. Il fallait placer en première ligne la majorité modérée appuyée sur ses alliés privilégiés, sociaux-démocrates et républicains, tandis que la discipline serait rétablie dans les bataillons houleux des socialistes, et pendant que les troupes compromettantes des chré-

tiens de gauche seraient reléguées en arrière-garde. L'armée ainsi regroupée, en rangs compacts, aurait pu lancer trois offensives éclairs : celle du référendum, pour abolir le divorce ; celle du Quirinal, pour élire un président de la République démocrate-chrétien, celle de la « Centralità » (c'est-à-dire le retour prudent vers des positions modérées de l'axe d'un gouvernement beaucoup trop entraîné à gauche). Ce plan avait le mérite de clarifier provisoirement la situation à l'intérieur de la D.C. Pourtant cette fameuse « centralità » n'est qu'un nouvel avatar de l'immobilisme cher à tous les modérés. Car il ne s'agissait pas de rompre avec les chrétiens de gauche ou avec les socialistes, mais de réunir tous les soldats de tous les partis, le temps de faire élire provoquerait une absentéisme généralisé » dans ce domaine. Et le journal « Candido » pouvait noter sceptique « Plus que la journée de l'époque, ce fut la journée commémorative de ce qu'était l'épargne italienne ». Mais justement, ce dernier aspect nous fait toucher du doigt les vrais motifs de la crise. Si l'on n'épargne plus, c'est que l'on n'a plus confiance. C'est à cause de l'instabilité politique, des possibilités de front populaire, jointes à la très réelle menace d'une loi sur le capital. De même, si la production est instable et difficile, si les prix sont élevés, cela est dû en grande partie à l'activité brouillonne et brutale des syndicats, encouragés par de larges couches du gouvernement. La hausse rapide des salaires n'a pas pu être absorbée par les entreprises, qui ont reversé la note sur le consommateur sous forme de hausse des prix. Les grèves multiples et sauvages vont dans le même sens, désorganisent la production, et encouragent les industriels italiens à s'installer hors de leurs pays.

La crise économique a donc deux causes essentielles : l'agitation des syndicats, encouragée par une partie de la majorité, et l'instabilité politique, avec la menace continue de front populaire. Cette interprétation ne vient pas seulement des milieux hostiles au gouvernement. Au contraire, le conseiller économique du premier ministre, le professeur Ventriglia, l'a reconnu à la Chambre.

« Beaucoup d'employeurs ont retenu que la majorité de centre-gauche n'était pas organique ni homogène et que, tôt ou tard, pas une insurrection ou discrètement, les communistes arriveront dans l'aire gouvernementale. Je voudrais dégager la situation de ces préoccupations d'ordre politique générale ». Ce vœu pieux est le tardif aveu des erreurs passées du gouvernement. Les hommes de la majorité doivent reconnaître que le Centre-Gauche, c'est l'instabilité politique. La crise économique a mis en lumière la tare essentielle du régime actuel, celle qui explique avant tout le vote du 13 juin. Trop d'électeurs ont compris que le centre-gauche *n'existait plus*. Il ont compris le chantage constamment exercé par le P.S.I. et la menace croissante d'un gouvernement où les communistes seraient les véritables maîtres. Ils ont voté contre le centre-gauche car ils votaient contre le front populaire. Ce vote était bien, en partie, un ultimatum au gouvernement : « Réformez-vous, unissez-vous, déclarez-vous résolument hostiles au P.C.I. Sinon... » Tout le problème était de savoir si, après le 13 juin, les partis politiques allaient comprendre cet appel désespéré, et se redresser. Alors, sans doute, la D.C. aurait retrouvé une partie du prestige perdu. Après les actes purificateurs (exclusion du P.S.I. du gouvernement et nouvelles élections) un nouveau gouvernement aurait été possible, un président D.C. et de trouver une solution politique qui permettrait à la carte au pouvoir de conserver les grasses prébendes de tous les organismes économiques, culturels ou sociaux que la République, bonne fille, a généreusement multipliés pour ces nouveaux privilégiés.

Mais cet immobilisme ne suffit pas aux gauches de la D.C. Celles-ci s'appuient sur un principe essentiel : « l'irréversibilité du centre-gauche » : on ne pourra plus, selon elles, on ne devra plus revenir à un système de centre pur pratiqué par De Gasperi, et encore moins à la tentative avortée de centre tentée en 1960 par Tambroni. Cette thèse de « l'irréversibilité » revient en fait à affirmer que le centre-gauche doit se déplacer toujours plus vers la gauche, ceci avec l'aide du P.S.I., allié « privilégié », jusqu'à former une « grande coalition » ou

« République conciliaire », où le P.C. serait partie prenante. Ce vaste objectif est celui de Donat Cattin, de tout le courant « Forces nouvelles », dont le leader est actuellement Aldo Moro. Le personnage est intéressant. D'allure molle, apathique, sournoise, totalement indéchiffrable, le personnage n'est guère sympathique. Il a fait ses débuts comme professeur d'Université sous le Fascisme, et du haut de sa chaire il exaltait le Racisme et insistait sur la valeur régénératrice de la Guerre. Depuis, il a su traverser toutes les étapes de travers la démocratie-chrétienne, de la droite à la gauche. Et c'est à ce beau leader qu'est revenue la gloire d'attaquer le plan de Forlani. Il a refusé la thèse de la division en deux corps de bataille du centre-gauche : Tous les alliés sont essentiels, et parmi eux le P.S.I. est essentiellement essentiel ! Quant aux trois offensives proposées par Forlani, Moro en a repoussé résolument deux (la lutte contre le divorce et la « centralité ») ; il est quand même disposé à conquérir le Quirinal. Cette concession ne lui demande pas beaucoup de renoncement, car il ne cache pas quelques prétentions toutes personnelles au fauteuil prestigieux de la Présidence.

Le heurt des deux plans de bataille, on le voit, était cinglant. Le chef d'état-major Forlani en fut menacé. S'il se raidissait sur son programme, c'était l'explosion, et il aurait été remplacé par un secrétaire plus fort, capable de poser clairement les questions fondamentales et de forcer chacun à se prononcer de façon nette, catégorique et irréversible. Une vraie révolution pour des démocrates habitués à tous les retournements, à toutes les indécisions, à toutes les attentes !

Cette guerre civile dans la D.C. ne convenait pas à Forlani, menacée de perdre son poste, ni à Moro, condamné à l'isolement. Aussi Moro commença à tisser une longue toile de persuasions cachées et secrètes, pour amener Forlani à rester à son poste et à corriger son plan de guerre. Tout fut réglé dans les couloirs, tandis qu'à la tribune, les « sous marins » de Forlani se ridiculisaient en réclamant un choix décisif. En fait, avant même la fin du Congrès, Moro s'envolait dans le ciel, à bord d'un jet,

comme pour prouver que tous ses adversaires étaient à ses pieds. Forlani, dans un dernier discours, pouvait réaffirmer ses principes. Mais sur le problème essentiel du P.S.I., il s'est montré prudent : le centre-gauche » ne peut vivre dans l'hypothèse d'un gouvernement sans P.S.I.; mais il ne peut vivre non plus dans l'hypothèse d'un maintien au pouvoir du P.S.I. qui ne soit pas convaincu des conditions de sécurité démocratique sur lesquelles nous sommes d'accord ».

Le résultat du Congrès, c'est une majorité quasi-unanime autour de Forlani. Non pas que celui-ci ait convaincu tout le monde; mais tous ont estimé plus sage de continuer comme avant. L'ordre du jour voté est d'ailleurs significatif. La D.C. y rappelle son caractère résolument antifasciste, mais se montre moins résolue face aux communistes dont, hélas, les principes sont inconciliables avec le christianisme; on a rappelé que tous les partis de centre-gauche étaient indispensables (dans sa relation, Forlani a cité les trois partis alliés dans l'ordre alphabétique, afin de ne privilégier personne!). Une seule réforme a été votée, celle qua quorum : dorénavant, les courants organisés en mini-partis au sein de la D.C. devront disposer d'un minimum de voix pour être représentés au sein des conseils régionaux et du conseil national. Ce projet, qui déclencha les hauts cris des « démocrates » au début du Congrès, a été adopté dans l'indifférence générale, car il ne changera absolument rien. La D.C. restera aussi divisée et incohérente qu'avant le Congrès. La grande œuvre de balayage et de ravale-ment est anéanti sous les traditions poussiéreuses d'un parlementarisme cynique et décadent. L'armée chrétienne est toujours aussi incapable. Et « l'Européo » nous invite spirituellement à méditer ces lignes de César : « Une fois éteint le feu du bivouac, aucun plan de bataille clair n'était décidé, aucun ordre ne fut donné, personne ne dit contre qui on devait combattre, quelles idées avaient les chefs, qui dirigeait en réalité, quelles étaient les intentions face aux alliés et aux ennemis... » « La marche confuse des chefs barbares interdisait à tous ceux qui la suivaient de comprendre où l'on allait et ce

qu'on faisait, avec qui l'on était et contre qui l'on se battait, où étaient l'ennemi et l'ami, et si l'ami et l'ennemi étaient encore tels ».

Comble d'incertitude ! Tous les combattants se vantent d'être sortis vainqueurs du congrès ! Forlani à la télévision se compose le visage de l'imperator triomphant : le conseil national « a raffermi la ligne centrale démocratique du parti ». Pendant ce temps, les « forces nouvelles » font remarquer que le mariage entre D.C. et P.S.I. a été proclamé indissoluble une nouvelle fois. Les démocrates chrétiens, le combat achevé, se divisent en se réunissant, suivant leur habile tactique.

En fait, pour connaître le vainqueur, pour avoir une bonne perspective sur le champ de bataille, il faut s'éloigner, quitter la D.C. et chercher les avis des autres partis. Or les associés modérés du centre-gauche se plaignent de l'incertitude qui règne encore. Ainsi le P.R.I. s'interroge : « Nous ne savons pas si la manière dont les démocrates-chrétiens ont résolu leurs problèmes en face de l'opinion publique et la manière selon laquelle les autres partis veulent les résoudre, suffiront pour nous faire passer cette difficile épreuve » (les élections politiques de 1975). En face, le P.S.I. exulte, et un de ses membres a jugé « positif l'échec de la tentative de couper en deux la D.C. et de mettre de côté la gauche.

Le résultat essentiel de ce Congrès a bien été, en effet, la décision de considérer comme essentiel tous les partis de la coalition : dont le P.S.I. Toute la D.C. a voté ce texte, et tout entière elle a donné carte blanche au P.S.I. Justement son comité central se réunissait quelques jours plus tard.

Socialistes et sociaux démocrates

En gros, pour les socialistes, il s'agissait de choisir entre deux hommes : Mancini, le secrétaire-général en place, et De Martino, le vice-président du Conseil. Tous les deux évidemment, sont de chauds partisans de la théorie des « équilibres les plus avancés », le P.S.I. doit, tout en restant au sein de la majorité actuelle, préparer

le terrain pour un glissement à gauche du gouvernement, avec intervention croissante des communistes : en un mot, le passage en douceur, progressif, vers le front populaire, le tout sans perdre son « équilibre », sans choc ni rupture qui pourraient menacer cette délicate opération. La théorie en a été mise au point par Mancini lui-même. Mais De Martino lui reproche de ne pas aller assez vite : il faut accélérer le glissement de l'Italie vers le communisme. En fait, cette critique politique cache une opposition personnelle entre les deux hommes : Mancini est fortement compromis dans toute une série de scandales (c'est normal, il a eu le ministère des Travaux Publics, le plus honnête n'y résisterait pas); et puis il s'agit de s'emparer de la Secrétairerie du parti, moyen absolu ensuite pour contrôler les votes, la validité des représentations. L'argumentation politique n'était qu'un prétexte pour De Martino; et Mancini a très simplement renvoyé la balle. Il a pris à son compte, dans un surprenant discours, toutes les affirmations de son adversaire. Il l'a distancé pour cette première étape de la longue marche Rome-Moscou. Et Mancini est resté secrétaire du P.S.I., grâce (dit-on) à l'intervention secrète de quelques hiérarques communistes. L'extrême-gauche a vu sa représentation augmenter dans le C.C., tandis que Nenni, chef de la tendance « autonomiste », lançait quelques bons conseils écoutés comme autant de vénérables radotages : de mon temps, déjà, nous avons essayé de nous allier aux communistes, et nous avons échoué, les communistes ne se sont pas bien conduits du tout avec nous. On comprend les haussements d'épaules des jeunes présomptueux gauchistes du socialisme, qui négligent l'expérience d'un vieux routier de la politique. On comprend moins que Nenni, après ces paroles, après l'isolement où il est réduit, lui qui se trouve en désaccord complet avec la politique du P.S.I., y reste ! Etrange immobilisme de cette vie politique italienne ! Aucun des membres des partis au pouvoir ne semble résolu à accomplir le moindre geste décidé, la moindre réaction contre l'inexorable glissement à gauche de toute la classe dirigeante, un geste, une réaction que les trois quarts de l'électorat pourtant

souhaite. Non. Le P.S.I. tout entier a accompli un quart de tour réglementaire à gauche.

Mancini, alors, est le vainqueur de la marche Rome-Moscou ? Ce serait compter sans une vigoureuse réaction de ses adversaires, honteux d'être dépassés sur le chemin de l'Histoire. Mancini a doublé De Martino en prenant un raccourci sur la gauche. Mais voilà le plus extraordinaire, le plus ridicule. Le P.S.D.I. se réunit, le parti anticommuniste, pur, refusant toutes les compromissions. A coup sûr, dites-vous, le P.S.D.I. va annoncer la rupture avec les socialistes ? Surprise ! Mancini est battu, il trouve plus impudent que lui. Le secrétaire-général de sociaux-démocrates, Tanassi, accorde une interview : oui, le centre-gauche a échoué, « les rapports entre les partis de majorités sont de plus en plus difficiles, les forces centrifuges s'accroissent » ; la formule de centre-gauche est « gravement usée », « il ne semble plus avoir ni possibilité ni raison pour un discours constructif, ou plutôt reconstruc-teur. Et bien, continue Tanassi (usurpant le « Crédo quia absurdum ») je crois justement de mon devoir de le tenter. Et Tanassi de souhaiter une rencontre avec le P.S.I. qui, après tout, a bien le droit d'entretenir des rapports étroits avec le P.C.I., à condition que cela ne nuise pas au gouvernement ; et Tanassi d'accepter à l'avance les voies du P.C.I. pour d'éventuelles réformes, à condition que ces votes soient « spontanés ».

Voilà donc le P.S.D.I. se rapprochant des communistes. Le P.R.I. seul refuse, en principe, toute compromission. Seulement, à son congrès de Florence (mi-novembre) les forces d'extrême-gauche en son sein prouvent leur vitalité, réclamant un dialogue immédiat avec les communistes. Et ce Congrès est placé sous le thème unique : comment empêcher le M.S.I. de faire de nouveaux progrès ?

Dès lors, eux aussi font le jeu du communisme. Le centre-gauche, de plus en plus invivable, est en passe de se jeter dans les bras puissants de Berlinguer, le dauphin de Luigi Longo. Car le centre-gauche, on l'a bien vu, est d'ore et déjà *mort*.

La mort du centre-gauche

En effet, il n'y a plus aucune politique de centre-gauche. Le gouvernement reste ancré par toutes les places, tous les bénéfices, tous les fiefs dont profite une innombrable clientèle, une nouvelle mafia. Mais, dans ce gouvernement, personne n'a le même avis sur rien. On l'a bien vu lors de l'affaire du vote de l'O.N.U. sur les deux Chines. Sans entrer dans les détails, disons que le gouvernement se divisait en trois tendances : les socialistes voulant le départ de Tchang Kaï-chek et l'entrée de Mao à l'O.N.U., les sociaux-démocrates, partisans farouches du maintien de Formose à l'Assemblée, les républicains, favorables à Mao, mais pensant que l'exclusion de Formose était une question importante qui nécessitait les deux-tiers des voix de l'O.N.U. Quant au secrétaire de la D.C., il n'osait exprimer aucun avis, quel qu'il fût, de peur d'être aussitôt désavoué par les trois quarts de ses troupes. Et Moro, le ministre des Affaires Etrangères, favorable à Mao, il se taisait lui aussi, pour mieux manœuvrer en sous-main. Le résultat de ce mélange détonnant ? Un vote assez original. « Le gouvernement italien a décidé de voter d'une part la motion des U.S.A., de l'autre celle de l'Albanie, et de s'abstenir sur la question de procédure : en pratique l'Italie est favorable tant à la demande albanaise de chasser Formose de l'O.N.U. qu'à la demande américaine de ne pas la chasser, et elle se moque de savoir comment se déroulera le vote ». Voilà l'attitude de l'Italie synthétisée par le correspondant du M.S.I., et ce résumé se dispense de tout commentaire.

Etrange gouvernement, qui se permet d'avoir quatre opinions différentes sur un problème des plus précis, des plus ponctuels. Le centre-gauche est mort, c'est évident. Mais cette mort du centre-gauche n'est pas seulement l'éclatement des différents partis du gouvernement, chacun se dirigeant en des directions opposées. C'est un fait beaucoup plus grave, d'une importance historique capitale : l'incapacité de la D.C. à tenir son poste de leader du gouvernement. L'agonie du centre-gauche, c'est l'agonie de la D.C.

Qu'était-ce en effet que la démocratie chrétienne ? D'abord, évidemment, l'organe de l'Eglise. En 1947, l'Eglise, apparue dans ces années difficiles comme la « dernière plage » pour de nombreux Italiens, a donné à ce parti son nom de baptême, le préparant pour de multiples usages, elle devait être son bras séculier, le gérant de ses affaires, la préparatrice des temps nouveaux, le rempart des valeurs de la tradition, mais aussi l'instrument de sa politique « mondiale », et donc une monnaie d'échange et une carte dans de difficiles négociations avec le communisme. Ce dernier trait éclaira tout de suite les contradictions de la D.C. Car celle-ci, en 1947, c'était surtout l'anticommunisme, le seul parti capable de résister à la poussée marxiste, et résolu à le faire (semblait-il). Cet anticommunisme se trouve en contradiction avec certains objectifs de l'Eglise. Par contre il explique le recours à une doctrine sociale originale, héritée de Marc Sangnier et de l'ancien P.P.I. : beaucoup de conceptions fumeuses, l'aspiration à une vague justice sociale, le rêve lointain d'une collaboration de classes. Tout cela n'était pas très précis, mais à coup sûr, ce n'était pas du socialisme. Le P.P.I., ancêtre de la D.C., avait lutté fermement contre les socialistes de 1918 à 1920, au nom de la petite propriété privée. Ce dernier aspect de la D.C. ne doit pas être négligé. On peut lui ajouter pour mémoire, un certain patriotisme tranquille qui a pu attirer une partie de l'opinion, quand la résistance au communisme et l'épreuve de face contre la Yougoslavie étaient le même combat. Mais ce patriotisme n'est qu'un élément d'appoint dans ce faisceau des atouts de la D.C. : appui de l'Eglise, anticommunisme, aspiration à la collaboration des classes.

Or ces trois éléments se sont dissipés. Pour mener à bien l'idéal de collaboration des classes, il aurait fallu convaincre les travailleurs. Or le Syndicat chrétien, la C.I.S.L., s'est allié à la C.G.L. marxiste au sein de la Triplice, et elle mène la vie dure au gouvernement. Pour essayer de garder son influence sur les couches populaires, les catholiques ont alors agi au sein de l'A.C.L.I. (Association Catholique des Travailleurs Italiens) : nou-

vel échec ! Celles-ci prennent à toute allure le chemin tracé par la C.I.S.L. Finalement, toute référence à une doctrine sociale originale est abandonnée par le parti chrétien, déchiré entre capitalisme et socialisme, entre conservatisme et révolution. Et, entre ces deux termes, une bonne partie de la D.C. a choisi : nombreux, nous l'avons vu, sont les chrétiens qui refusent de rompre avec le P.S.I., ou avec les communistes. Déjà, la D.C. accepte les voix communistes, ou une abstention bienveillante, dans certains votes difficiles (la récente loi sur la propriété). Déjà les juntes régionales D.C. sont élues avec l'appui de voix marxistes. Et, nous l'avons vu, lors de son récent Congrès, la D.C., qui explosait d'antifascisme à chaque parole, a laissé une certaine porte ouverte au communisme, comme le note le correspondant du « Borghese » : « On a cherché tous les synonymes, toutes les périphrases, par peur de ressusciter cette parole » (« anticommunisme »). Cela est normal, puisque De Gasperi déjà avait défini la D.C. comme « un gouvernement de centre orienté à gauche ». A force de s'orienter, la D.C. a fini par s'identifier avec la gauche ! Ainsi, la D.C. perd sa raison d'être politique, après avoir sacrifié sa doctrine sociale. Et enfin, elle n'a plus l'appui de l'Eglise. Ceci pour de multiples raisons.

D'abord, c'est le parti qui s'éloigne de l'Eglise et réclame plus d'indépendance. On l'a vu lors du problème du divorce, où un flottement a longtemps parcouru les rangs des députés soi-disants catholiques ; il a fallu les prises de position catégoriques et répétées du Pape et de l'Episcopat pour amener la majorité des politiciens chrétiens, dont Forlani, à descendre sur le champ du combat. Et encore la plupart souhaitent-ils un accord, négocié directement entre P.C.I. et D.C., aboutissant à une réforme de la loi sur le divorce. Ils sont prêts à trahir une nouvelle fois l'Eglise. Cette dernière est elle-même entraînée par ses prétentions politiques de plus en plus affirmées ; elle est amenée à descendre personnellement dans l'arène, sans l'aide d'aucun intermédiaire. Le mouvement est manifeste dans tous les pays, et redoutable pour tous les partis modérés en place. Contrairement à ce que l'on

voudrait vous faire croire, en effet, l'aggiornamento de l'Eglise n'est pas un dégagement par rapport à la réalité politique, une libération des forces spirituelles, éloignant l'église de son rôle temporel. Ou plutôt, si d'un côté on exige ce dégagement de l'église, pour qu'elle abandonne les partis traditionnels et la « vieille Société », de l'autre les mêmes contestataires réclament une intervention de l'église dans ce même monde politique, dans ce même monde temporel, pour y porter la révolution de la bonne parole : en un mot, c'est une église encore plus temporelle, encore plus politique que réclame les « modernistes » : mais il ne s'agit pas de la même politique ! Ce serait une politique menée directement par l'église au nom de ses seuls idéaux. Ainsi, les contestataires réclament la rupture de l'Eglise et de la D.C., trop engagée **à droite pour eux**. Mais les traditionalistes arrivent à la même conclusion, pour les raisons contraires, car ils trouvent la D.C. trop à gauche. Tout le monde, ou presque, étant d'accord, le « dégagement » est en bonne voie, surtout depuis la création d'une commission d'évêques pour s'occuper des problèmes politiques italiens : le comité central du parti « Eglise catholique » !

Sans doute, ce retour en force de l'Eglise vers le temporel, redoutable à tout point de vue, n'en est-il qu'à ses débuts ; peut-être même le mouvement sera-t-il enrayé ! Et pour l'instant les liens entre D.C. et Eglise restent étroits. Mais nul ne peut ignorer que ces liens ne sont plus ce qu'ils étaient, un malaise s'est insinué, et il est indiscutable que les catholiques les plus fervents ne militent pas à la D.C. : on les trouve parmi les semi-gauchistes rêvant d'une Société catholique des Pauvres, ou parmi les militants de droite, bâtissant le nouvel édifice de la vieille Eglise du Christ-Roi. Leur fougue et leur dévouement ne veulent plus enrichir le parti officiel du catholicisme.

Ainsi la D.C. s'étirole. Les masses votent encore pour elle, pour quelque temps encore. Mais les forces vives la quittent. Restent les professionnels de l'antifascisme, les politiciens prêts à toutes les trahisons pour conserver leurs sièges. Divisée, affaiblie, sans force, sans but, la

D.C. est incapable de perdre le rôle de commandement qui lui revient au sein du gouvernement. Et c'est de là que naissent la plupart des incapacités du centre-gauche.

Dans un prochain article, nous analyserons les procédés des divers partis politiques italiens pour conserver ou prendre le pouvoir, procédés qui naît de la violence dans la rue à la dictature larvée, de l'affensive menée par les marxistes contre juges et policiers à la recherche d'un accord entre communistes et démocrates-chrétiens. Mais un tel accord suppose une vive politique relativement calme, un glissement sans heurt ni rupture brutale vers la gauche. Et ce calme, il serait bien imprudent de le promettre à l'Italie en 1972, année du référendum sur le divorce, année qui s'ouvrira sur ce que tous les observateurs appellent déjà « la crise de janvier ».

P. YAGUE.

Vous ne comprenez pas le gauchisme

(Suite)

Nous donnons ci-dessous la suite de l'étude commencée dans notre n° 99 sur les groupes gauchistes, sous le même titre et la même signature.

Aussi un certain type de gauchiste s'est-il créé ce qui est commun à la France — à l'Europe peut-on même dire — et aux Etats-Unis. Alors qu'il y a quelques années gauchistes français et américains ne pouvaient pas se comprendre, il est certain que maintenant, ceux des gauchistes français qui représentent la nouvelle tendance reconnaissent dans les yippies de grands frères. Il est déjà loin ce temps où l'Europe gauchiste, aux lendemains du « mai » français, voyait avec quelque mépris les « camarades » d'Outre-Atlantique : Cohn-Bendit voyageait beaucoup pour porter la bonne parole, mais il ne s'aventurait guère dans le Nouveau Monde. Une revue comme « Actuel » témoigne assez bien des rapports qui se font de plus en plus étroits entre les U.S.A. et l'Europe, rapports limités il s'entend à l'influence exercée par les premiers sur la seconde. Calquée sur les revues « underground » anglo-saxonnes, elle présente pour l'essentiel des traductions de textes américains et s'attache à faire connaître dessinateurs et caricaturistes américains, ignorant systématiquement la pourtant brillante école « Hara-Kiri », sans doute parce que cette dernière reste trop liée au gauchisme archaïque.

Pour analyser le gauchisme « esthétique », il semble donc nécessaire d'étudier la genèse du gauchisme américain. La dernière guerre mondiale a laissé sur tous les peuples qu'elle a concernés directement des empreintes très fortes ; parmi les séquelles en France figure la résistancialisme, qu'il faut évoquer pour expliquer une certaine mythologie gauchiste. La jeunesse des U.S.A. fut traumatisée quant à elle et à un degré qu'un européen peut difficilement imaginer par les effets de cette bombe atomique qui éclatait en août 1945 dans le ciel d'Hiroshima. On parla de « champignon atomique » et, depuis, cette métaphore connut, si l'on peut dire, une fortune considérable. Toute pénétrée du mystère et de l'ambiguïté de ce végétal né dans les ténèbres des forêts, elle appelait des rapprochements avec l'homme lui-même : n'y a-t-il pas en l'homme, comme dans la nature, des richesses insoupçonnées que l'on pourrait exhumer, telle est la question qu'implicitement on se pose. A partir de là, la vogue des philosophies orientales de la nature, des métaphysiques mystico-matérialistes ainsi que de certains psychanalystes « marginaux » comme Jung et W. Reich va s'étendre.

D'autre part, la bombe atomique étant l'arme totale et définitive, l'habitude se prend d'envisager à tout moment une destruction totale de la terre. On en arrive à une nouvelle forme de l'épicurisme, qui conseille de se laisser guider par son plaisir, de vivre dans le présent et de jouir de tout ce dont on peut jouir. D'où une révolte contre le travail « aliénant », contre toute contrainte, contre toute autorité qu'elle émane des parents ou de l'état. D'où aussi un art du spontané, de l'immédiat, de l'irrationnel qui ne saurait mieux s'exprimer que dans la poésie, dans le graphisme agressif de l'affiche et dans le plus sensuel et le plus envoûtant des arts, la musique. En même temps, les cloisonnements des activités et de la vie en général disparaissent, dépourvus de tout sens quand une arme a la possibilité de tout détruire et de tout niveler : la « politique » finit par se noyer ainsi que les autres catégories traditionnelles dans une totalité qui les englobe.

Comment aborder de plus près l'analyse du « gauchisme esthétique » ? A la vérité, bien plutôt qu'une doctrine, qu'un enseignement, c'est un tempérament (si l'on ne dit guère tempérament de gauche l'on dit volontiers tempérament fasciste et l'on dira aussi tempérament gauchiste), c'est un genre de vie, et ce genre de vie ne se comprend que si l'on essaie de comprendre l'homme lui-même ; il faut donc effectuer un portrait psychologique du gauchiste. Précisément c'est une tradition dans la pensée de droite que d'énoncer leurs vérités aux adversaires, de les « conscientiser » comme dirait les marxistes, bien incapables d'ailleurs de le faire. L'homme de droite, que ne gêne aucun système dogmatique, peut exercer plus librement que quiconque son esprit d'analyse pour voir en l'autre ce que ce dernier se cache à lui-même et cache aux autres ; son sens du concret ne le fait reculer devant aucun paradoxe et il met à nu les contradictions de l'homme de gauche aveuglé par sa foi et sa naïveté. D'un autre côté, l'exigence de la compréhension amène chez lui une certaine sympathie pour l'être qu'il analyse. Cette sympathie — toute relative d'ailleurs — peut-il l'éprouver quand il considère le cas de ces jeunes gauchistes ? Certes le tableau qu'on en fait d'ordinaire n'est pas flatteur et à juste titre, et particulièrement cette jeunesse donne l'impression d'un désœuvrement et d'une tristesse infinie : refus systématique de tous les efforts, négligence à tous les niveaux, souci du plaisir le plus brut et surtout haine. Elle semble animée de toutes les haines, celle des jeunes à l'égard de la génération précédente, de l'ordre et de l'autorité, mais aussi celle de leurs propres parents à l'égard des nationalistes, de tout ce qui a relenti de « fascisme » en général. Et pourtant il est des vertus chez les gauchistes de 1971, même et peut-être surtout pour un nationaliste : d'abord ils ont le courage de contester l'ordre bourgeois injuste et cynique. Il y a quelques années le « Monde » s'effrayait de voir que l'élite de l'O.A.S. osait contester en profondeur les structures de la société, le régime établi d'alors lui paraissant tout à fait convenable. Voilà que maintenant il découvre combien notre société est injuste.

S'il n'y avait pas de « mode » O.A.S., il en est une gauchiste. Mais si le « Monde » suit la mode, nous nationalistes, premiers des contestataires d'après 1945, devons reconnaître loyalement qu'une contestation franche de la société actuelle est un fait très positif.

Et puis nous ne pouvons que nous féliciter de cette soit toute nouvelle de fête, de jeu, de gratuité. « Révolution pour le plaisir » entend-on répéter, ce dont nous parlerons à propos du film « Woodstock ». En fait l'univers des nouveaux gauchistes diffère totalement de celui des gauchistes-marxistes, très proches des communistes : les mots qui reviennent constamment dans leur bouche sont ceux de « monde », « vie », « énergie », aux antipodes des lourds et rigoureux concepts de la philosophie marxiste. Le « quinzomadaire » « Tout » réclame... tout, ni plus ni moins ; il s'oppose aux compromis et aux demi-mesures des politiciens, il veut « changer la vie » pour « arriver à un monde nouveau ». Alexandre Trochi écrit : « Nous ne sommes pas désireux de nous emparer de l'état, comme Trotsky et Lénine, mais de nous emparer du monde. Le coup de monde doit être, au plus large sens, l'infrastructure passionnée d'un nouvel ordre de choses ». Une culture qui devient une infrastructure et une infrastructure passionnée, voilà une révolution chez des gens qui se prétendent encore (mais sans doute « pour la forme ») marxistes.

Les attaques contre le système marxiste et contre son primat de l'économie sont même directes. René Volkman dans un numéro spécial de « Planète » consacré à Bob Dylan écrit : « La jeunesse internationale est antipolitique car dans son projet figure l'abolition du politique. de l'économisme. Du productivisme. De l'industrialisme ». A ce propos on peut s'interroger sur le cas d'une revue comme « Planète », fondée il y a une dizaine d'années par Louis Pauwels dans le but de présenter une pensée libre et généreuse très sensiblement orientée à droite : elle connut un beau succès à ses débuts, au point qu'elle s'élargit en petite école de pensée, au moment du « Matin des Magiciens », vaste entreprise un peu folle et légère mais animée d'un esprit très ouvert. Puis, après

une désaffection très nette il y a trois ou quatre ans, elle semble connaître un nouvel essor, grâce en grande partie à ces « nouveaux gauchistes » ; certes la tenue d'ensemble laisse à désirer du fait d'une confusion de pensée indescriptible, mais un certain romantisme des débuts subsiste avec tout ce qu'il peut comporter de réactionnaire et de révolutionnaire à la fois. Beaucoup des jeunes qui étaient pleins de mépris pour un tel genre de revue il y a peu de temps, acceptent de la lire et de se mettre à l'étude de Jung comme elle les y invite, Artaud, Guénon et d'autres penseurs que l'on peut dire « apolitiques ».

Dans l'univers des « nouveaux gauchistes » il faut aussi noter la place très grande accordée à la poésie et aux poètes. Allen Ginsberg affirme même : « Toute politique est une mauvaise poésie. La politique se fonde sur une imagerie hypnotique imposée aux masses ». C'est par la poésie qu'ils s'efforcent d'atteindre la vie et la nature mais, par-delà les mots, il faut voir à quel point ils s'éloignent, en privilégiant le moyen poétique, et de la vie et du naturel. Seul le lent cheminement d'une pensée rationnelle pourrait peut-être leur rendre compte du concret mais ils ne cherchent pas le moins du monde à parvenir à un quelconque réalisme. au contraire, avec la poésie et la drogue, qu'ils ne dissocient pas, ils pénètrent dans l'univers du mythe, dans le monde esthétique du style et des pures formes. Mythe n'est pas un mot qui leur fait peur — pensons à Sorel — et chez eux il n'est pas chargé d'une acception négative de fausseté et d'illusion comme c'est le cas chez les bourgeois de toute espèce, libéraux ou communistes. Dans « Do it » Jeny Rubin écrit : « La réalité était là. Tout ce qui manquait, c'était un mythe pour rassembler les énergies. Les Yippies ont fabriqué ce mythe de toute pièce ». Pour eux, les problèmes de la vérité et de l'erreur se posent plus, le mythe règne qui donne au langage utilitaire sa dignité, qui naturalise ce qui n'est pas naturel mais seulement en question dans le langage, qui concentre autour de lui toute une somme d'énergies humaines. La tentation du mythe chez les gauchistes esthètes est celle

d'un langage naturel d'avant le langage, signal et connivence qui rassemblent immédiatement toute une communauté. C'est peut-être une tentation de la facilité, c'est à coup sûr une tentation de l'esthétique. Elle est telle qu'un Abbie Hoffmann déclare après avoir conspué les journaux dits « objectifs » analogues au « Monde » : Le « Daily News » crée un style de vie ; les fumeurs d'herbe, les sales, les beatnicks, les maniaques sexuels et vietnicks qu'on appelle les yippies. Comparez ça au « New York Times » « membre du récent parti international de la jeunesse » (V.I.P.). « Le N.Y.T. c'est la Mort ». Où l'on voit que pour lui, la vie c'est le mythe. Et il continue de façon encore plus étonnante. « Je ne considère pas le Daily News comme un ennemi, de la même manière je ne considère pas Wallace comme un ennemi. L'ennemi, le vrai, c'est le libéralisme constitué, Robert Kennedy... » Ces propos éclairent d'une lumière aveuglante le fossé qui sépare encore américains et français : en France les gauchistes les plus avancés dans la tendance esthétique, ceux de V.L.R., hésitent à renier le bon vieil antifascisme ; ils ont même tenu, pour se disculper des accusations lancées contre eux, à être parmi les premiers à lutter contre l'Ordre Nouveau, lors de son meeting du 9 mars au Palais des Sports !

Du fait de la promotion de la pensée mythique et de l'extension des arts de la propagande et de la publicité, à la suite des travaux de Marshall Mac Luhan, grand prêtre des mass medias, les nouveaux gauchistes découvrent la fête et l'expérimentent sous bien des formes, depuis la fête révolutionnaire de mai 68 jusqu'aux fêtes régulières et organisées le plus souvent autour d'un festival de pop-music. Eugenio d'Ors disait que la gauche ne connaissait la fête, ce moment où le luxe se fait rite, qu'à une seule occasion, celle de la révolution, pendant qu'elle la faisait. Lorsque la révolution de gauche a réussi, la présence de la fête se voit réduite au strict minimum, essentiellement une exhibition militaire ; mais dans des pays comme la Pologne où le défilé ne suffit pas, le régime communiste est contraint de laisser se développer des fêtes traditionnelles totalement étrangères

à tout marxisme. G. Mermoz remarque bien, dans un n° de « Rivarol », comme tout alors y apparaîtrait hostile à la dictature communiste. L'imagination décidément n'est pas à gauche et lorsque les gauchistes la veulent au pouvoir il ne sont déjà plus tout à fait à gauche. Dans le même sens, la fête de l' « Humanité », tout aussi dégradée qu'un Woodstock, mais à sa façon, n'est ce qu'elle est que parce que le parti communiste « français » n'est pas au pouvoir. C'est ainsi que si mai 68 fut un échec, cet échec d'une révolution constitua les conditions de renouveau de la fête : les « anciens combattants » de ces journées ne s'en souviennent point tant comme d'une occasion perdue de prendre le pouvoir que comme d'une grande fête très réussie. C'est bien à un renouveau de la fête et de toute fête en général, quelque dégradée qu'elle soit que nous assistons : n'a-t-on pas remarqué que lors du défilé du 14 juillet sur les Champs-Élysées les spectateurs montraient plus d'enthousiasme que les années précédentes, qu'ils étaient fort souvent jeunes et qu'ils portaient les cheveux longs. Qu'en conclure ? Était-ce les mêmes qui avaient « fait » mai ou d'autres jeunes désireux de faire leur, une fête d'état ? De toute façon, le besoin de la fête est réapparu. Il est tel que même l'A.J.S. s'est vue obligée il y a quelques mois d'organiser une grande fête « révolutionnaire », comme il se doit, très traditionnelle en réalité. Les maoïstes ont beau essayer de canaliser et de limiter une ardeur qu'il jugent un peu folle en établissant avec les « tribunaux populaires » un compromis entre la fête et une manifestation proprement politique, personne n'y trouve son compte et ne s'en satisfait. Mais on dira peut-être que le terme de fête est avancé à la légère à propos des gauchistes : ce qu'ils appellent de ce nom n'est-il pas un chaos, un lieu d'animalisation plutôt que d'exaltation ? Et puis ne soulignent-ils pas eux-mêmes que leurs fêtes n'ont aucun rapport avec tout ce qui les a précédé ? En réalité, il faut se refuser à tout jugement hâtif et s'efforcer d'analyser concrètement ce genre de fêtes : on peut montrer à l'aide d'exemples pris dans « Woodstock » (film documentaire sur le festival de Woodstock en 1968) qui aura

été très important non certes pour l'histoire du cinéma mais pour celle de la civilisation, que le projet conscient des gauchistes esthètes est en contradiction essentielle avec le sens profond de leur production.

Il est certain que pour vaincre l'ennemi, il faut le pénétrer et participer de son être, mais outre que le danger d'être pénétré soi-même est toujours grand, le degré d'identification atteint par les gauchistes à leurs adversaires est tel qu'on peut parler chez eux d'une fascination refoulée et secrète. Ils veulent rejoindre la nature qu'ils assimilent à la liberté, et ils se réunissent par dizaines de milliers dans un lieu rigoureusement cerné de barbelés, hérissé de miradors, un vrai camp en somme. C'est la nécessité d'une « règle » différente de la discipline bourgeoise qui se fait jour ainsi, sous une forme imagée et symbolique.

Ils veulent être libres de toute aliénation religieuse et ils passent — ou repassent — par le chemin le plus dur de l'humanité, celui de l'approche du sacré. Quoi de plus aliénant qu'un monde animé de forces secrètes partout en action ? Dans le film, on voit une trombe d'eau s'abattre sur cet espace quasiment consacré de Woodstock et voilà qu'aussitôt les âmes des gauchistes s'émeuvent et qu'ils se mettent à implorer les cieux, prosternés. Ainsi donc ceux-là même qui refusaient tout transcendance et affichaient de ce fait un mépris de tout ce qui est religieux, tombent dans l'idolâtrie des primitifs. Encore est-il possible d'entrevoir, de très loin, le retour chez eux du religieux, d'une autorité transcendante et personnelle avec cet hélicoptère qui plane au-dessus des centaines de milliers de participants (ils ne sont pas seulement des spectateurs comme lors d'une banale représentation théâtrale mais des acteurs, et cela n'est pas seulement dû au fait qu'un film se tourne sur eux). Il est celui qui voit et supervise tout, celui dont on comprend qu'il est craint et respecté, celui qui pourrait peut-être amener ce Guide, ce Chef dont le manque est question dans le commentaire même du film.

Les jeunes gens de Woodstock étaient donc pris dans

un réseau serré de contradictions et l'on peut saisir ces contradictions à tous les niveaux : ils clament leur haine de tout patriotisme, de tout nationalisme, de tout ce qui se rapporte directement à leur pays. Or, un des sommets musicaux de ces journées est la réinterprétation par Jimi Hendrix de l'hymne américain : il s'agit de raillerie et de dérision, dira-t-on. Mais il est facile de répondre que la raillerie se fige et que cette réinterprétation telle qu'elle est devient, profondément, une œuvre de qualité. On peut penser que ce nouvel hymne réinventé par le noir Jimi Hendrix — à ses propres dépens sans doute — conviendrait à merveille à une Amérique authentiquement impérialiste. Il faut aussi parler du costume, d'abord parce que costume et masque sont nécessaires à l'état de fête, ensuite parce que chez les gauchistes le port du non-débraillé, rare et d'autant plus chargé de sens, fait œuvre de signification positive ; leurs « costumes » sont de véritables hymnes, quant à eux, à l'Amérique, avec la présence partout et sous toutes formes de la bannière étoilée et de ses couleurs. Ainsi la lutte est trop inégale entre un combattant sans passé ni tradition mais épris de ce qui exige passé et tradition, et un adversaire doté d'un mythe encore puissant : plus il accuse les différences et la distance entre le « réel » et le mythe chez ce dernier, plus le pouvoir et l'attrait du mythe lui apparaissent et plus cet ennemi le fascine. La dérision se mue en fascination. Et l'on ne peut invoquer, pour refuser une telle interprétation, le caractère très particulier de l'expérience américaine : l'on répète à l'envie que tout Américain se présente toujours comme « porte-drapeau » de son pays. En fait ce phénomène, beaucoup plus général, de l'identification à l'ennemi, se produit également en Europe, et en particulier en France ; mais, comme nous le verrons dans un instant, il ne s'exerce pas sur le même matériau.

Comment peut-on expliquer psychologiquement cette attitude d'imitation railleuse et satirique qui tourne à la fascination ? Cela semble le fait d'une mentalité puérile et même infantile, mentalité que les gauchistes esthètes n'hésitent pas à assumer pleinement, préférant être

taxés d'infantilisme que d' « adolescentisme » : ainsi leurs « chefs » font des grimaces devant les photographes alors qu'un teddy boy à la James Dean prendrait les poses les plus recherchées. Comme de jeunes enfants, ils jouent et pour jouer et s'amuser ils raillent, caricaturent, singent, parodient, ils imitent et ils s'imposent des masques, les masques de ceux-là mêmes qu'ils disent détester. En les portant, ils les désignent comme des formes sclérosées et invitent à les renouveler : il faut saisir cette chance que nous avons d'utiliser ces jeunes qui jouent le rôle d'essayeurs, de cobayes, et qui n'en finissent pas de porter ces formes qui, bien que dégradées, sont encore traditionnelles et qui, parce qu'elles sont dégradées, exigent les renouvellements de la tradition.

L'état d'esprit des « nouveaux gauchistes » français est le même, qui s'exerce sur un matériau différent : l'esthétique « pop » emprunte beaucoup au pompiérisme des années 1870-1910, un peu comme le surréalisme mais sans cette proximité relative dans le temps qui justifiait l'usage qu'en faisaient les surréalistes. Pourquoi chercher l'atmosphère de cette époque révolue, pourquoi ne pas s'attaquer — et pas seulement dans le sens d'une agression critique — à ce qui est actuellement l'art bourgeois ? Le fait est que toute revue esthétisante gauchiste contient quelque gravure ou tableau pompiers et cela dans un contexte et une présentation tels que la dérision est vraiment recherchée. Par delà l'effet voulu, purement négatif et par ailleurs très faible — car enfin une condamnation de la bourgeoisie à partir de ce qui était son art il y a près d'un siècle ne possède valeur ni poids — il est quelque chose de foncièrement positif qui s'en dégage et si ce n'est pas bien évidemment les valeurs bourgeoises elles-mêmes, c'est une certaine tension que la bourgeoisie s'est imposée pour acquérir un style. On ne peut voir des œuvres pompiéristes sans éprouver une impression de malaise et de déchirement : voilà un art qui exprime la volonté de la bourgeoisie de se donner un mythe pour investir sa domination purement économique et financière d'une valeur supérieure. Elle échoue pour l'essentiel dans son entreprise mais ce qui provo-

que le malaise passionne les gauchistes, c'est l'effort mythologique mis à nu, mis à nu parce que sans résultat authentique. En même temps qu'ils tournent en dérision cet art raté qui est expression d'une classe usurpatrice du pouvoir, ils sont fascinés par la recherche presque désespérée du style, échouant en pastiche. Peut-être cela évoque-t-il leur propre situation ; ne sont-ils pas de jeunes bourgeois trop vite désireux de s'éloigner du « réel » par le biais de la drogue et de l'art trop attachés à la création d'un style dont ils sentent bien que de toute façon, quoiqu'ils fassent, il ne sera jamais tout à fait original. Ils viennent maintenant jusqu'à être les grands défenseurs des Halles, sommet de l'art Napoléon III, beaucoup moins parce qu'ils soutiennent tout un quartier de gens modestes que, parce que dans certaine mesure c'est une œuvre pompiériste.



Avec le monde gauchiste, nous sommes donc dans un univers de contradictions. Par bien des côtés, Woodstock faisait plutôt penser à une foire qu'à une fête : elle rassemblait des masses amorphes et oisives et surtout il ne s'en dégagait aucune volonté puissante et créatrice. Pourtant les signes que nous avons mis en évidence et qui frappaient sans doute Lucien Rebatet quand il évoquait à ce propos les Jeunesses Hitlériennes, semblent annoncer de grandes mutations, des mutations déjà sensibles dans « Gimme Shelter » : un film, analogue à Woodstock, puisqu'il retrace un autre festival de pop music tout aussi important mais postérieur de plus d'un an. Nous reviendrons sur « Gimme Shelter » qui, bien plutôt qu'il n'est, comme on l'a dit, un antiWoodstock, actualise ce qui n'était encore que virtuel.

Nous allons rencontrer, en attendant, de nouvelles contradictions de la pensée des « gauchistes esthètes », à commencer par celles qui concernent l'histoire : ils font constamment appel à l'histoire et à ses leçons, ils passent pour avoir un certain sens de la chose historique ; c'est

peut-être le côté révolutionnaire et marxiste qui leur reste. Mais comment d'autre part, ne pas voir à quel point ils sont réactionnaires et passéistes : ils vivent en fait dans un monde de rêves et d'illusions. Prenons quelques exemples en France de leur mythologie qui est d'ailleurs partagée par l'ensemble des gauchistes. Ce sont des slogans sans cesse répétés et qui couvrent les murs, comme celui de C.R.S. = S.S.; de même, c'est lors du procès des maoïstes Le Bris et Le Dantec un plaidoyer démentiel fondé sur un parallèle entre la situation en France sous l'occupation et celle de 1970 : on y voit que les maoïstes sont les nouveaux résistants, qu'ils luttent contre les nouveaux nazis qui sont les patrons avec qui collaborent les traitres du parti communiste. Nous retrouvons cette mentalité infantile qui implique le besoin d'un modèle à imiter, d'un geste à réitérer; mais cette fois, l'imitation qui se veut franche et sérieuse aboutit presque au discrédit du modèle pris. Il n'est peut-être plus loin le jour où l'abus incroyable qu'on a fait du résistancialisme aura contribué au rétablissement de la vérité historique. En tout cas on voit pour l'instant à quel point ces jeunes sont influencés par leurs parents et déformés par la propagande de l'Etat : rien de plus faux que « Hitler connais pas » comme on le leur fait dire continuellement, en même temps qu'on leur ressasse les mêmes fables sur la dernière guerre et ses protagonistes. Le résistancialisme a si incroyablement réussi qu'il a fini par donner un sentiment de culpabilité et de honte à beaucoup de ceux qui n'ont pas eu le courage d'être des terroristes et des tueurs et aussi à ceux qui ont osé naître après 1945 et passer à côté d'une expérience tellement enrichissante : les jeunes gauchistes se sentent la plupart du temps coupables de n'avoir pas participé à cette « aventure » et ils rejoignent en cela un Maurice Clavel, auteur entre autres productions délirantes d'un article enflammé du *Nouvel Observateur* sur la commémoration faite en 1970 de l'appel du 18 juin. Serait-ce donc qu'ils ont besoin de se dédouaner, comme Maurice Clavel obsédé par son passé de « collaborateur » ? Cette attitude ne résulterait-elle pas de la nécessité pour eux de refouler, de

surmonter une profonde fascination (Ce serait leur côté « collabo ») qu'ils éprouvent pour les vaincus de la « croisade des démocraties » ? Car enfin leur soif du spectaculaire ne saurait être satisfaite par cette « armée des ombres » qui n'était vraiment que l'ombre d'une armée.

La Résistance n'est d'ailleurs qu'une des nombreuses heures de gloire de notre République et l'affaire Dreyfus en est une autre qui a l'avantage d'être encore plus éloignée dans le temps : c'est ainsi qu'un nouveau journal gauchiste s'intitule avec délectation : « J'accuse ». Mais l'éloignement dans l'espace supplée avec bonheur à celui dans le temps. Bénis sont les pays lointains comme la Chine de Mao et le Cuba de Castro. En conclusion, on peut dire que pour les gauchistes comme pour les amateurs de tragédie du grand siècle, « Major e longinquo reverentia ».

Ce qui vient d'être remarqué du « réactionarisme » des gauchistes leur est tout à fait inconscient ; en revanche ils le revendiquent presque ouvertement en se réclamant du courant utopiste. Ainsi Julien Vladimir écrit dans « Actuel » : « L'utopie, moteur des bouleversements sociaux, mot banni du dictionnaire politique par Karl Marx (...) Pendant 100 ans, Marx et le marxisme ont étouffé la chimère sous leur dialectique implacable ». Il se réclament d'une certaine tradition rousseauiste et romantique, attachée à « l'état de nature », à l'image de ce paradis-jardin dont Eugenio d'Ors disait qu'il était une des plus pures expressions du mythe baroque. Ils prêchent un retour complet à la terre, loin de cette industrie pour laquelle ils éprouvent une véritable répulsion et leurs camps ruraux, sorte de communautés, de tribus quasi primitives, se multiplient un peu partout aux Etats-Unis comme en Europe.

Parmi les autres contradictions fondamentales qui déchirent la mentalité gauchiste, celle de la pureté et de l'impureté semble la plus évidente. La réputation du hippie quant à l'entretien de son corps n'est plus à faire et c'est d'ailleurs une réputation dont il est fier ; mais d'un

autre côté, il se préoccupe des problèmes de la pollution, conscient, à la différence des communistes stupidement persuadés d'assister à une simple manœuvre de diversion de la part du « grand capital », qu'il s'agit là de vie ou de mort pour l'humanité. Et non sans une certaine cuisinerie, les gauchistes esthètes font de l'« écologie » une des bases principales de leur contre-civilisation. « Ecology », c'est même le titre d'un disque de pop-music récemment paru. Ainsi leur attitude correspond exactement au contraire de celle de leurs aînés : voilà qui témoigne encore de leur style enfantin, mais voilà aussi qui est beaucoup plus sensé qu'il n'y paraît à première vue. De fait, cette société de consommation qu'ils veulent abattre crée artificiellement des besoins nouveaux sur le plan du corps et de ce qui le revêt : multiplicité des savons et des « déodorants » dont la publicité montre les effets toujours très spectaculaires, multiplicité des lessives qui lavent toutes plus blanc les unes que les autres. La société moderne crée pour l'individu des besoins nouveaux et donc faux, tandis qu'elle ne tient pas compte de ce qu'un problème vraiment nouveau, faisant ressurgir un besoin absolument premier, est apparu avec la « pollution » : ce n'est que la survie du monde qui est en jeu ! En fait, la propreté ne répugne pas aux gauchistes, ce qu'ils veulent c'est la propreté sans enzymes, une propreté qui fasse qu'une fois lavé on en soit pas lavé de toute originalité, surtout une propreté réellement efficace qui permette à l'homme de survivre. Et pourtant leur attitude vis-à-vis du corps ne manque pas d'être ambiguë et complexe : hostiles à toute mentalité d'athlètes, ils tiennent le sport de compétition pour « fasciste », au fond parce qu'il implique la lutte et que toute lutte leur est étrangère. Sur ce point, ils se trouvent en contradiction avec leurs maîtres orientaux : ils oublient en effet le rôle capital que tient l'ascèse chez ces derniers. D'un autre côté, la « libération sexuelle » a sans doute permis, du moins quand elle n'aboutit pas à la licence des mœurs, de délivrer corps et esprit de bien des entraves et des refoulements. On distingue donc chez eux un manque d'intérêt pour le corps en lui-même, mais un intérêt (souvent

excessif) pour ce que le corps permet de faire et pour les plaisirs qu'il procure. Cette attitude diffère fondamentalement et d'une haine du corps engendrée par un certain catholicisme, et du culte païen de l'homme en tant que « corps idéal ».

Nous venons de parler de plaisir ; c'est un mot qui revient sans cesse dans leur propos. Nous pouvons lui opposer celui de bonheur. Peut-on dire que ces jeunes gens sont heureux, eux qui ne veulent vivre que dans le présent, et ne connaître que le plaisir ? En fait il semble bien que les contradictions qui les tiraillent en tous sens les font vivre tragiquement, jusqu'au suicide.

Le « catalogue » de ces contradictions qui est toute leur psychologie n'est pas clos : nous devons confronter tous ces qualificatifs qui tous leur conviennent et les définissent et tous s'opposent les uns aux autres, tant est vaste l'éventail des points de vue. Sont-ils spontanés ou réfléchis, individualistes ou communautaristes, provocants ou prudents, audacieux, actifs, ou timorés et passifs ? Ils le sont sans doute tout ensemble.

A leur spontanéité correspond un attrait pour le spectaculaire et l'immédiat, le sens des apparences et du style. Et toute leur philosophie hédoniste de confiance en la nature s'y rattache. Cette spontanéité contraste très souvent avec un certain sens de la réflexion qui s'exprime d'ailleurs par une habileté à la parole tenant plutôt de la poésie que du discours : une éloquence de charme, très théâtrale et qui s'oppose radicalement aux lourdes propositions des communistes.

Individualisme ou communautarisme ? De tempérament, le gauchiste est un indépendant, un marginal, il aime à se retrouver en situation d' « outlaw », de réprouvé — et l'on pense alors à Ernst Von Salomon et aux *Wanderwogel* — et pourtant il aspire à vivre en communauté comme en témoignent les grands rassemblements de Woodstock et d'Altamont et aussi la vogue des nouvelles tribus. La provocation quant à elle ne semble pas l'effrayer mais n'est pas souvent très prudent ? S'il préfère alors la « provisio » à la « provocatio », c'est qu'il n'est pas encore totalement débarrassé de la mentalité de

gauche, hostile au héros scandaleux et provocateur et qu'il lui reste ce côté secret et sournois propre à la gauche traditionnelle : la taupe est « underground ». Mais avant tout, le gauchiste esthète est poète et il n'est pas du rôle du poète d'être prudent ; au contraire, il incante, invoque, provoque et sa parole suscite le « réel », comme « provoquer » fait de la parole un acte, une cause, une chose. Les gauchistes ne savent que « provoquer », que « faire le jeu de... » : ainsi parlent les communistes affolés par ces provocations qui font le jeu du grand capital. Heureux alibi de leur inertie. Le « provo » d'Amsterdam a bien mérité son nom et le nouveau gauchiste français souscrit sans nul doute à cette affirmation d'un rédacteur de « Tout » : « Si l'homme craint à ce point la provocation, c'est surtout qu'il craint d'être incité à faire ce qu'au fond de lui-même il a envie de faire. « Comment ne pas reconnaître qu'ils sont louables ces hommes qui acceptent de jouer les jeux jusqu'au bout et qui n'ont pas peur de faire le jeu des autres ? Pour qu'une partie soit réussie, ne faut-il pas du jeu pour tout le monde ?

L'opposition chez eux de la provocation à la prudence peut se continuer par celle de l'activisme à la passivité. Il faut admettre que les militants gauchistes ont fait preuve depuis quelques années d'un réel courage face aux forces de répression de l'état bourgeois. Mais par ailleurs, ils éprouvent la grande tentation du relâchement, du laisser-aller et de la passivité, d'autant qu'ils méprisent la politique au sens strict seule capable de leur offrir les meilleures occasions d'exercer leur courage. De plus, nostalgiques de l'univers clos et sécurisant du ghetto noir ou juif, ils ne cherchent souvent dans la commune rurale qu'un refuge et dans la drogue un moyen facile de faire un « trip », rien qu'un petit tour de rêve, et si d'une certaine manière ils sont mus par une mentalité élitiste, c'est aussi par un amour malsain pour le « minoritarisme » que beaucoup heureux de se détacher de la majorité dite silencieuse rejoignent ces communautés.

Avant d'en arriver à la culture gauchiste elle-même, il convient d'examiner le problème de la religion. Pour la très grande majorité de ces jeunes, les religions établies avec dieu personnel et transcendant constituent une aliénation considérable dont il faut se dégager. A ce niveau, on constate donc un athéisme radical, qui s'exprime par l'action vandale sur la chapelle du lycée Henri IV en 1971. Pourtant ce type d'action reste exceptionnel, l'église catholique devenant elle-même avec ses prêtres rouges foyer d'agitation gauchiste : virant à gauche, elle sera bien plutôt gauchiste que communiste. D'ailleurs, sans que l'attitude fort conciliante du clergé n'intervienne vraiment l'église en tant que monument est un lieu privilégié, un lieu d'élection pour une manifestation solennelle ou une grève de la faim. A défaut d'occuper une usine, on se contente d'une église, avec comme arrière-pensée un peu naïve l'archaïque « droit d'asyle » : ainsi au Sacré-Cœur, sous la conduite de M. Sartre, où tous les gestes n'étaient pas de profanation mais beaucoup de cette dérision dont nous avons souligné l'ambiguïté à propos de Woodstock. Dans notre analyse de Woodstock précisément, nous avons constaté le retour du sacré ; l'intérêt croissant pris pour les religions orientales le confirme. Alan Watts, grand spécialiste du Bouddhisme Zen dès avant la 2^e guerre mondiale et devenu depuis maître à penser de toute la génération « beat », prêche pour le mysticisme — qu'il définit comme la « démocratie » du Royaume Céleste — et pour une philosophie du quotidien inspirée du taoïsme. Mais le mot-clef, celui qui exprime toute la « richesse » de son expérience est celui d'extase, dont il dit qu'elle est une sensation euphorique fondée sur l'abandon du Soi aux vibrations de la nature ». Il n'hésite pas à supprimer tout moyen ascétique — point trop ne faut d'effort — l'« extase positive » étant atteinte « par des actes d'amour et d'affirmation de la vie ». Le retour du sacré et d'un nouveau panthéisme, Allen Ginsberg les clame dans le « Post-Scriptum » de « Howl » : « Sacré ! (répété 13 fois) Le monde est sacré. L'âme est sacrée ! La peau est sacrée ! Tout est sacré ! » D'autre part, la tradition du pèlerinage qui

se perdait quelque peu a été reprise par les hippies : ce qui continue Saint-Jacques de Compostelle, c'est bien plus que Lourdes ou même Chartres, Kathmandou où se retrouvent beaucoup de jeunes Français et de toute condition sociale. Il est intéressant de noter que les étudiants n'y sont pas majoritaires, contrairement à ce que l'on pourrait croire. D'ailleurs, le gauchisme esthétique à la pointe duquel se trouvent bien évidemment des étudiants se présente comme plus ouvert à ce qui n'est pas étudiant que le gauchisme marxiste. Ce dernier n'inspire aucune confiance aux jeunes ouvriers qui pour la satisfaction de leurs revendications matérielles s'en remettent aux communistes ; mais, pour le reste, pour la vie d'après le travail, l'influence du gauchisme esthétique et de son style est chez eux indéniable. D'autant que cette nouvelle culture s'est voulue populaire — pop — et non pas démocratique, dépourvue de la gravité pesante qui s'attache à ce mot, même aux yeux d'un ouvrier d'usine.

Il est temps d'essayer de la cerner dans ce qu'elle a d'original et aussi dans ce qu'elle a de traditionnel : les néo-gauchistes veulent ériger une contre-culture, c'est dire qu'elle se situe par rapport à la culture « bourgeoise » actuelle. Julien Vladimir pose dans « Actuel » les problèmes des relations entretenues par les deux cultures entre elles : « L'acte révolutionnaire par excellence est la transgression (...) Or une idéologie fondée sur la transgression postule la règle. Privés de leur système de référence — la culture bourgeoise occidentale — les comportements tenus pour significatifs de la naissance d'une contre-culture perdraient pour une bonne part de leur sens. C'est donc sous les deux aspects de la continuité et de la rupture qu'il va falloir considérer la culture « pop ». Il faut la chercher aux niveaux les plus modestes : le « pop », c'est d'abord tout ce qui se rapporte à la présentation, sous la forme d'affiches, d'effets photographiques, le light-shows pour les spectacles, de typographie... Absolument rien de majeur mais beaucoup de techniques de détail qui contribuent à créer sinon un style du moins une certaine atmosphère, colorée, violente et agressive. Tout cet apport est pour l'essentiel original

et ce n'est que lorsqu'on aborde des « genres » plus importants que la contestation intervient pour déterminer où est l'originalité de « pop ».

Le théâtre connaît depuis une dizaine d'années, et grâce aux jeunes gauchistes américains un certain renouveau : c'est le « Living Théâtre » qui popularise le happening, bien significatif de ce « spontanéisme » que nous avons dégagé comme trait important du gauchisme. Et c'est surtout un genre de théâtre antipsychologique, rompant avec les « caractères » bourgeois et renouant avec les masques classiques et antiques, la plus pure tradition : ainsi le « Bread and Puppet » dont le nom même évoque les jeux de la Rome impériale (panem et circenses : encore la dérision, et toujours au fond l'ambiguïté).

Sur le plan strictement poétique, la génération pop a le sentiment d'appartenir à une certaine tradition, celle des surréalistes qui comme elle refusaient toute transcendance. Elle ne voit pas que cette filiation est bien embarrassante : les surréalistes d'antan, jeunes gens fougueux et révolutionnaires, ne sont-ils pas devenus, sous la stupide férule de Breton, des tâcherons des lettres et de parfaits bourgeois ? Le mouvement pop ne sera-t-il de même qu'une crise de jeunesse ?

Mais s'ils revendiquent parfois une certaine tradition, les gauchistes se coupent le plus souvent d'avec le monde artistique actuel pourtant tout à fait orienté à gauche. L'art contemporain qui se voulait lui aussi populaire se trouve, avec le nouveau roman et la nouvelle peinture dans l'impasse de l'abstraction absolue : l'art pop reste en grande partie indépendant (le pop'art » constituant le seul lien entre le style pop et cet art contemporain) et une telle indépendance ne peut que lui être bénéfique. Butor, Alechinsky et consorts ont bien fait poèmes et peintures pour les étudiants de mai 68 mais c'était l'expression d'une solidarité extrêmement superficielle. Tout est vite revenu dans l'ordre de la V^e République, Vasarély est allé rejoindre les Pompidou et Picasso, un moment ébranlé dans sa foi « orthodoxe », G. Marchais.

Cela dit, l'art pop, c'est avant tout la musique : au commencement était une modeste guitare avec, autour, des jeunes assemblés ; c'est maintenant une industrie dans tous les sens du terme, dont aussi celui d'art. La pop-music est née de la conjonction de deux branches mineures de la musique, le jazz-blues and rock — et le folklore proprement blanc — country and western : elle est ainsi en continuité avec ce qui s'est fait avant elle aux U.S.A. et surtout bien que née en partie du jazz elle est fondamentalement blanche. On remarque sans difficulté le nombre relativement peu élevé de noirs dans des festivals comme Woodstock ou Altamont, et on y rattachera l'« incident » d'Altamont où un noir brandissant un pistolet pour tuer Mick Jagger se fait poignarder par un Hell's Angel. Cette nouvelle musique revêt souvent l'aspect d'une œuvre anonyme ; on parle de « groupes » d'ensembles et rares sont les chanteurs qui se détachent. La partie purement orchestrale prend une place exceptionnelle et les « titres », n'ont pas la longueur ni la texture des chansons de variétés traditionnelles : la phrase musicale n'y compte que peu et l'effet de litanie rituelle est recherché. Dans une certaine mesure c'est une musique sacrée — les thèmes religieux abondent : Jesus, My sweet Lord... — et l'intérêt que des jeunes éprouvent pour elle en même temps que pour un J.-S. Bach (grâce au playbach, à des groupes comme Ekseption spécialisés dans la réinterprétation des classiques) tend à le prouver. D'autre part, la musique pop évolue dans un sens de plus en plus classique : Emerson Lake and Palmer se produit à la cathédrale de Londres ; Pink Floyd joue dans un orchestre symphonique ; le groupe Renaissance utilise le piano et East of Eden invente le violon électrique. La technique devient de plus en plus élaborée et savante et l'interprétation est confiée à des artistes de plus en plus expérimentés. Une sorte de classicisme de la pop-music s'impose et ce qui frappe c'est qu'au fond une certaine pop-music n'a pas de peine à rivaliser avec la musique contemporaine dite sérieuse. Comme la peinture, comme la littérature, la musique se trouve dans l'impasse de l'abstraction abso-

lue et il faut l'imagination des auteurs de pop-music, fort respectueux des instruments et de certaines lois de l'harmonie au contraire des créateurs d'avant-garde, pour que subsiste une musique relativement structurée.

Il est temps maintenant de considérer le tournant d'Altamont et de voir comment le virtuel de Woodstock s'y est fait actuel. A Altamont, en décembre 69, toutes les contradictions et ambiguïtés que nous avons relevées à partir de Woodstock se retrouvent : une musique violente et syncopée contrastant avec une aspiration languissante à la paix et à la non-violence, une fête ressemblant par trop à une foire, l'espérance déçue de trouver un Guide, un Chef. Mais Altamont est une étape nouvelle, en ce que ces contradictions sont présentées sous une forme tragique, qui marque le point du non retour. Gimme Shelter-give me shelter, un appel au Sauveur, tel est le titre du film qui retrace ce festival et plus généralement une « tournée » des Rolling Stones. Les organisateurs de cette énorme manifestation qui réunissait en un même endroit 300.000 personnes avaient fait appel aux Hell's Angels pour le service d'ordre ; ces derniers accomplissant leur tâche avec un zèle un peu trop exemplaire, des bagarres éclatèrent jusqu'au moment où, alors que les Rolling Stones étaient en scène, un jeune noir s'élança, un revolver à la main : un Hell's Angel lui règle son compte en deux coups de poignard. Le public reste comme fasciné par cet acte et l'aura de puissance et de mystère qui entoure les Anges s'en accroît d'autant. Dans « Pop Music Super Hebdo » J.-C. Gambert commente ces événements d'une manière très significative de l'atmosphère régnant alors à Altamont : il exprime à la fois sa consternation et une sorte d'admiration. Personne dans l'assistance ne s'élève contre ce que la Conscience universelle s'accorde d'ordinaire à appeler un crime racial. Citons J.-C. Gambert. « Le film retrace admirablement la montée de la violence qui, débutant par des bousculades se terminera par un meurtre ». Il se demande plus loin s'il n'aurait pas mieux valu arrêter le festival puisque on voyait qu'il dégénérait en actes de violence. Mais vite il se réfute fataliste ; « la machine des Stones était

en route, et il est bien difficile d'arrêter ces cinq pierres qui roulent ».

On peut dire qu'Altamont contient la vérité de Woodstock et que l'évolution de ces mouvements de jeunes est irréversible même si les organisateurs de festivals s'efforcent dans l'avenir de réaliser de petits récitals calmes et sûrs. Les miradors de Woodstock se sont en quelque sorte garnis ; derrière les barbelés sont apparus les Hell's Angels, non pas violemment mais parce qu'ils ont été priés de venir faire la loi. Des gens accoutrés dérisoirement en G.I.'S et bagarreurs de l'Américain invitent à leur fête d'autres jeunes hommes tout aussi barbus et hirsutes qu'eux mais accoutrés quant à eux de vêtements décorés de croix gammées et d'insignes du III^e Reich.

Ces jeunes ne représentent aucun parti, bien sûr, mais le port de leurs vêtements, toujours de sens ambigu n'est plus du tout de celui de la dérision. Leur présence signifie bien qu'il s'est passé quelque chose de nouveau, que l'histoire du gauchisme a connu avec Altamont une date importante. Ainsi une autorité s'est imposée à Altamont qui aurait semblé inadmissible à Woodstock ; le chef tant attendu n'est certes pas encore arrivé mais ce qui prépare et annonce sa venue nous fait voir qu'en tout cas il ne pourra qu'être fort différent de ceux des chanteurs qui connaissent en leur honneur une forme de culte de la personnalité : Bob Dylan a été pour bien des jeunes du monde entier une véritable idole et pourtant quel personnage médiocre et falot ! Philippe Paringaux parle ainsi de lui dans *Planète* : « L'homme se cache, fatigué de jouer ce rôle écrasant de prophète, de père spirituel, de guide, effrayé peut-être par le poids de cette responsabilité qu'il n'a pas recherchée. Il n'a rien fait pour cela, rien d'autre que d'être l'archétype de jeune américain en colère ». Quand on connaît la vie de ce « petit juif » issu d'une famille de moyenne bourgeoisie qui acquiert en quelques années une fortune considérable, tout en affichant un profond mépris pour le public qui l'adule, on se prend à espérer que ce public va enfin renverser ses fausses idoles. A Woodstock, c'est encore une grande naïveté, une grande inconscience. Et l'inconscience cul-

mine quand tous enthousiastes répondent d'un sourire, d'un geste — du même sourire et du même geste — à ce richissime propriétaire Max Yasgur, loueur des espaces où se tenait le festival, lorsque monté sur le podium il s'exhibait : il était l' « adulte » qui comprenait les jeunes. Ces jeunes, eux, n'avaient pas compris que cet homme-là était le pire ennemi de leur foi et de leur liberté. Déjà pourtant nombre d'entre eux s'aperçoivent de l'immense duperie — qui n'est pas seulement financière — dont ils sont victimes : Dylan réclame 50 millions pour une petite heure de présence sur scène et c'est alors que, par contraste avec les autres groupes et chanteurs sa médiocrité se révèle à tous.

A Altamont cette inconscience se dissipe de plus en plus : beaucoup refusent de payer les prohibitifs droits d'entrée exigés par les autres Yasgur, l'atmosphère devient vite surchauffée. D'autre part, ce n'est plus Dylan que les foules d'Altamont mais Mik Jagger, « chef » des Rolling Stones, doué quant à lui d'un réel pouvoir de fascination. Mais ce pouvoir, il n'ose pas se le reconnaître et se contente de répondre quand on lui demande pourquoi il plaît tant : « Je suis comme tout le monde. C'est pourquoi on s'identifie à moi. Mick Jagger n'est bien évidemment pas le chef que ces jeunes attendent et méritent. Et d'ailleurs, s'ils l'attendent, c'est souvent inconsciemment et malgré eux. L'un d'entre eux ne dit-il pas, exprimant sans doute par là un aveu involontaire : « Nous créons de l'énergie, mais nous ne la dirigeons pas. Peut-on en effet la diriger et éviter le danger hitlérien ? »

C'est donc aussi contre leur volonté et leurs viles craintes qu'il faudra lutter, mais, de toutes façons, il semble qu'une telle énergie ne doive pas se perdre et qu'il faille tout faire pour la modeler et la diriger. Elle est peut-être un des espoirs de demain.

(à suivre)

Saint-Jacques de Compostelle

phare de l'Occident

Le 25 juillet 1971, sous le ciel gris et pluvieux de la Galice, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, d'Espagnols, mais aussi d'étrangers, ont rendu hommage à St-Jacques patron de l'Espagne et apôtre de la chrétienté. C'était à St-Jacques de Compostelle dont toute la vie, ce jour-là, s'organisait autour de la cathédrale, chef-d'œuvre de l'art universel où se mêlent harmonieusement le roman et le baroque dans leur plus parfaite expression. Comme lors de la précédente année sainte, en 1965, c'est le général Franco qui vint présenter à St-Jacques l'offrande de l'Espagne au milieu de la foule des pèlerins qui se pressaient dans la cathédrale.

Depuis près d'un millénaire que des pèlerins se rendent au sanctuaire de Galice pour affirmer leur foi et l'unité de l'Occident chrétien, le pèlerinage de St-Jacques semble connaître un renouveau, malgré les tendances d'une Eglise où l'on prétend s'adresser directement à Dieu sans passer par ses saints. C'est qu'il puise ses sources dans les meilleures et les plus anciennes traditions de l'Occident. Un certain nombre d'ouvrages sont venus en Fran-

ce illustrer ce regain de faveur : le plus savant et le plus abondamment illustré est celui d'Yves Bottineau, « Les chemins de Saint-Jacques », chez Arthaud, qui nous fait parcourir les itinéraires français et espagnols du pèlerinage et s'inspire souvent du « Guide du pèlerin de Saint-Jacques » du XII^e siècle, attribué à Aimery Picaud, l'une des œuvres les plus célèbres du Moyen-Age. On citera aussi le livre de Raymond Oursel sur « Les pèlerins du Moyen-Age » (chez Fayard) dont une grande partie est consacrée au pèlerinage de Compostelle ; enfin, plus récemment, le livre de Bartholomé Bennassar.

Le pèlerinage de Compostelle est un des phénomènes les plus importants de l'Occident médiéval. Le tombeau où auraient été recueillis les restes de l'apôtre Jacques le Majeur, décapité en Palestine, fut l'un des foyers de ce mouvement spirituel qui, après la chute de l'Empire romain, tendit à unifier l'Occident menacé par les vagues de la conquête musulmane qui vinrent battre jusqu'aux pieds du tombeau de l'apôtre. Pour l'Espagne elle-même, St-Jacques, dont l'une des représentations est celle du « Matamore », le tueur de Maures, devient le symbole et le drapeau de la Reconquête, de la chrétienté combattante jusqu'à la guerre civile qui déchira l'Espagne au XX^e siècle, et la figure de l'Apôtre est restée l'un des facteurs les plus déterminants de la formation de l'esprit national espagnol.

C'est vers 813 que furent découverts les restes présumés de St-Jacques, à l'extrémité nord-ouest de l'Espagne, dans cette « finisterre » de la Galice profondément marquée par l'influence celte. A ce moment, l'Islam connaît sa plus grande extension, de l'Inde à l'Atlantique ; il pousse jusqu'au nord de l'Italie, atteint les montagnes de l'Asturie et les terres du Poitou. St-Jacques est rapidement considéré comme le chef suprême de la Reconquête et, à la bataille du Clarrijo en 844, il apparaît dans le ciel à cheval, pourfendant les Maures, aux croisés venus d'Espagne, mais aussi de toute l'Europe combattre l'Infidèle. L'offensive menée contre la djehad, la guerre sainte musulmane, devient à son tour une guerre sainte. St-

Jacques, ainsi devenu l'anti-Mahomet, est le cri de ralliement des Croisés : « Santiago y a ellos ! » s'écrient-ils lorsque le combat s'engage. « Santiago nous garde, et sus aux Infidèles ! » Ce cri, on l'entendra encore lors de la conquête espagnole du Nouveau Monde, puis lorsque les bannières rouges du marxisme auront remplacé le croissant musulman sur la terre d'Espagne.

Facteur d'unité de l'Espagne catholique, St-Jacques sera aussi l'un des centres de rayonnement de l'Occident médiéval. Des millions de pèlerins poussés par la foi et l'esprit de pénitence parcoururent les routes de France et d'Espagne vers le sanctuaire galicien, rois, chevaliers et surtout pauvres gens, affrontant mille dangers, mille souffrances. Les répercussions culturelles, politiques et économiques de ce phénomène furent considérables et contribuèrent à donner son visage à l'Occident. La dévotion au tombeau de St-Jacques a en effet créé la voie la plus importante d'échanges culturels et économiques entre la France et l'Espagne.

Les églises sur le chemin du pèlerinage connurent une certaine unité architecturale : elles furent rassemblées sous l'appellation générique d'art roman. Cette unité de l'art roman, de Vezelay ou du Puy à St-Jacques de Compostelle, est issue d'une synthèse progressive entre des éléments architecturaux divers mais répondant à de communes préoccupations dues à leur fonction d'églises de pèlerinage, en particulier l'accueil des foules immenses de pèlerins, le déploiement des cérémonies ; cette unité architecturale fonctionnelle était encore renforcée par les liens qui se créaient entre les différentes églises, les prieurés et les hôpitaux, liens qui étaient noués par l'aide que la papauté fournissait aux royaumes chrétiens, par les relations entre les diverses communautés monastiques et surtout par le rôle éminent qu'a joué l'ordre de Cluny dans l'organisation du pèlerinage. C'est ainsi qu'au Puy la cathédrale présente des éléments architecturaux où se décèle l'influence mozarabe transmise par l'Espagne chrétienne, tandis que de nombreuses églises et monastères du « camino », du chemin de St-Jacques

en Espagne, répondent aux canons des monuments français de style roman. Même si les historiens insistent plus aujourd'hui sur la diversité que sur l'unité, on ne peut qu'être frappée par l'harmonie profonde qui règne entre les divers monuments du « camino », en France et en Espagne, et qui traduit une même conception du monde, une même communion dans la foi.

Chemin de pèlerinage, chemin de dévotion, de sacrifice et de pénitence, le « camino » est aussi la grande voie commerciale du nord de l'Espagne aux confins de l'Occident et de l'Islam. A la faveur des vastes monuments de foule suscités par le pèlerinage, des marchés se développent tout au long du « camino » d'autant plus que le pèlerin, d'acheteur, se fait parfois marchand sur le chemin du retour et même s'installe en Navarre ou en Castille sur les routes qu'il a parcourues à l'aller profitant des franchises et des exemptions qui lui sont accordées et allant ainsi rejoindre les « colonies de Francs », qui étaient d'ailleurs loin d'être exclusivement composées de Français. Ces colons participèrent au repeuplement de la péninsule dès le XI^e siècle, au développement économique de ces régions et à leur défense au cas d'un retour en force de l'Islam. C'est ainsi qu'aux XI^e et XII^e siècles les royaumes chrétiens de la péninsule passèrent d'une économie agricole de type rudimentaire qui trouvait son complément dans l'industrie des régions sous contrôle musulman, à une phase de commerce et d'échanges actifs avec divers pays d'Europe.

Ce rôle de premier plan joué par le pèlerinage et le sanctuaire de St-Jacques dans l'histoire politique, économique et culturelle de l'Occident médiéval trouve un écho dans les récits légendaires qui ont trait au tombeau de l'Apôtre. L'une de ces légendes est celle de Charlemagne arrachant aux Infidèles le tombeau de St-Jacques sur les injonctions de l'apôtre lui-même, relatée par une chanson de geste, « l'Historia Karoli Magni et Rotholandi », appelée aussi « Pseudo-Empire » puisque c'est l'archevêque qui est censé en être le récitant. Quoique sans fondement historique, les liens de St-Jacques et de Char-

lemagne nous sont également attestés par l'orfèvrerie de France et d'Allemagne. La Reconquête trouvait ainsi la caution temporelle de l'Empereur Charlemagne et la caution spirituelle de St-Jacques unis pour la défense de l'Occident chrétien.

Ainsi, dès que se constitue le culte autour de son sanctuaire, St-Jacques, seul de tous les apôtres, se trouve investi d'un caractère politique et militaire que rien dans l'Évangile ne pouvait laisser prévoir. Dans un monde médiéval pénétré par le sacré, St-Jacques unit indissolublement les domaines politiques et religieux en devenant le symbole d'une chrétienté combattante. Le pèlerinage connut son plein développement du XII^e siècle au milieu du XVI^e siècle, moment où il subit les attaques de la Réforme ; puis il connut un renouveau du XVII^e à la fin du XVIII^e siècle ; mais si la ferveur envers St-Jacques comme symbole de l'unité de l'Occident chrétien montra des périodes de déclin, la dévotion des Espagnols à St-Jacques ne faiblit pas. L'Apôtre rassembla les énergies nationales espagnoles, comme au temps de la Reconquête, lors de l'invasion de l'Espagne par les armées napoléoniennes, puis lors de l'insurrection nationale de juillet 1936. Le choix du général Moscardo, héroïque défenseur de l'Alcazar, pour présenter en 1939 l'offrande de l'Espagne à St-Jacques, est à cet égard éminemment symbolique. Voici le début de l'allocution qu'il prononça en cette circonstance : « Saint apôtre, patron de l'Espagne, en cette année de la victoire, je viens vers vous comme représentant de notre glorieux Candillo pour renouveler l'offrande traditionnelle de l'Espagne et confirmer par le sang de nos morts et les lauriers de nos héros l'excellence immaculée de notre triomphe. Toi qui nous animas, nous encourageas lors des moments pénibles de la guerre et qui guidas le Généralissime dans les instants difficiles de la lutte, accueille aujourd'hui la reconnaissance émue d'un peuple qui se sent plus que jamais consumé par le feu de sa foi et de sa dévotion. Et c'est pour cela que nous venons en ce jour solennel, après avoir parcouru la piste d'argent qui marque ton chemin dans le ciel : pour proclamer nos convictions catholiques

et nationales face aux négations judaïsantes et cosmopolites de ces dernières années ».

La dévotion à St-Jacques, si déterminante dans la formation de l'âme nationale espagnole et dans l'évolution spirituelle et politique de l'Occident, puise évidemment ses sources dans la tradition chrétienne. Mais le foyer de cette dévotion est la Galice, ouverte par la mer, où l'influence celte, très importante, demanderait aujourd'hui encore à être évaluée à sa juste mesure : les nombreuses vierges locales ne sont pas sans rappeler les déesses-mères celtiques en un pays où, de nos jours, les femmes stériles, la nuit du 31 août, sur les plages de la Lanzada à l'extrémité de la Galice, se laissent pénétrer par les eaux de l'Atlantique, en un pays où le village celte (du Cebrero, sur le « camino », véritable musée ethnologique, rappelle la légende du Saint-Groal, version chrétienne de la mythologie celte. La légende de la translation des restes de l'Apôtre évoque aussi sans doute la lutte du christianisme contre les vieux dieux celtiques lorsqu'elle conte les épreuves qu'eurent à affronter ceux qui accompagnèrent le corps de St-Jacques. Il n'y a pas que les éléments celtiques qui se soient ajoutés aux croyances chrétiennes pour fonder le culte de St-Jacques et son substrat légendaire. Le caractère magique du culte des reliques qui purifient l'âme et guérissent le corps rappelle le culte gréco-romain des héros protecteurs des cités qui accueillait leurs restes. De plus — mais là nous avançons encore plus profondément dans le domaine des hypothèses — sur la terre de Galice, très tôt christianisée, peut-être par St-Jacques, apparurent de nombreuses hérésies mêlées d'éléments païens qui ont pu retentir sinon sur le culte lui-même de St-Jacques, du moins sur la légende qui entoure ce culte et sur certains de ses caractères. La légende raconte en effet que les disciples de St-Jacques qui accompagnèrent son corps eurent à affronter successivement un dragon et des taureaux furieux lâchés par la reine païenne de ces contrées. Le dragon est une représentation du serpent, divinité chrétienne de la fécondité qui symbolisa les forces souterraines. Or les Ophites, secte chrétienne hérétique

se réclamant de Priscillien décapité en Galice par les autorités de l'Eglise qui l'accusaient de prêcher une doctrine influencée par la gnose, choisirent comme emblème le serpent aux II^e et III^e siècles en firent le signe du Messie, l'âme du monde d'où est issu tout ce qui existe, et s'opposèrent à la condamnation chrétienne du serpent. Séparant comme les gnostiques de façon radicale la matière de l'esprit, les Ophites — dont le nom est significatif — acceptèrent la pratique de toutes les débauches puisque le corps, n'étant que mal et pourriture ne pourrait contaminer la splendeur de l'esprit. La gnose et le manichéisme dans leurs manifestations positives — et non dans les aberrations des Ophites — ont peut-être façonné le visage de St-Jacques en lui donnant certains traits qui correspondent à leurs idéaux ascétiques : la virginité, la pauvreté et le végétarisme. Ainsi la victoire de St-Jacques sur le dragon, comme celle de St-Michel ou St-Georges, prend toute sa dimension. On pourrait dire la même chose des taureaux furieux qui, subjugués, finirent par accompagner le corps de l'apôtre à son tombeau. Le sacrifice du taureau tel qu'il fut, en outre, pratiqué par les adeptes de Mithra, signifie la victoire de l'homme sur ses passions animales et vient ainsi rejoindre l'ascèse purificatrice accomplie par les pèlerins de St-Jacques au cours des épreuves du pèlerinage. Enfin, au moment où le pèlerinage connut son plus bel essor, les alchimistes, et en particulier Nicolas Flamel, se servirent des symboles que leur offrait le culte de St-Jacques : entre autres, la conception même du cheminement terrestre, guidé dans le ciel par la Voie lactée, vers la purification, la sainteté et la vérité. Fulcanelli, héritier des alchimistes médiévaux écrit dans les « Demeures philosophales ». « Saint-Jacques ne quitte point le livre ouvert de l'Apocalypse : avec la calebasse, le bourdon bénit et la coquille, il possède les attributs nécessaires à l'enseignement caché du Grand Œuvre... Compostelle, cité énigmatique, n'est point située en terre espagnole, mais dans la terre même du sujet philosophique ».

Ainsi, dans la richesse infinie du culte et de la légende

de St-Jacques se rejoignent les apports successifs des mouvements spirituels de l'Occident. C'est l'histoire de l'Espagne et celle de l'Occident qui se lit à travers les trois figurations de l'Apôtre : celle de l'évangéliste, celle du pèlerin et celle du guerrier qui n'ont pas cessé depuis un millénaire de susciter la foi et le dévouement des hommes d'Occident.

Luc TIRENNE.

CHRONIQUE DES LIVRES ET DU CINEMA

« LA BATAILLE D'ALGER »

Près de 10 ans après les accords d'Evian, récits, témoignages et documents s'accumulent sur la guerre d'Algérie et en particulier sur un de ses épisodes les plus spectaculaires et qui aurait pu être déterminant : la Bataille d'Alger dont les acteurs principaux, Yacef Saadi dans un film et Massu dans un livre, viennent de rendre compte.

Avant sa récente sortie sur les écrans parisiens, le film de Pontecorvo-Saadi, la « Bataille d'Alger », coproduction italo-algérienne, a fait couler pas mal d'encre... et tomber quelques vitres de cinémas. Le gouvernement français, incapable sur ce point comme sur tant d'autres de faire preuve de détermination, a tergiversé, refusant d'interdire le film, mais conseillant, aux directeurs de salle, selon les circonstances locales, de ne pas le programmer. Le livre de Massu « La vraie bataille d'Alger », qui se présente comme une réponse au film de Yacef Saadi vient opportunément soulager la conscience des ministres concernés qui étaient jusqu'alors déchirés entre le sacrosaint principe de la liberté d'opinion et d'expression, et les violentes réactions prévisibles des rapatriés d'Algérie. Désormais les principes démocratiques sont sauvegardés : assassins et victimes, ennemis et défenseurs de la France peuvent s'exprimer... Il va sans dire que cela n'est pas encore vrai à Alger.

Les plaies ne sont pas cicatrisées, les morts ne sont pas oubliés, et il y a seulement trois ans que les portes des prisons se sont ouvertes devant les derniers défenseurs de l'Algérie française. On peut donc aisément comprendre la colère de certains devant le film de Yacef Saadi, l'ancien chef des terroristes et des poseuses de bombe. Mais la politique n'est pas faite de rancœurs et il faut que la page soit tournée même si nous n'avons pas encore fini de subir les conséquences de la guerre d'Algérie. L'Algérie est indépendante et le restera, il y a sur les rives de la Méditerranée 100 millions d'Arabes que nous ne pouvons pas traiter indéfiniment en ennemis, ce qui reviendrait à les livrer aux véritables adversaires de l'Occident. Il ne faut pas mener les combats d'aujourd'hui et de demain en gardant l'amertume des défaites d'hier. Mais il est peut-être possible et sûrement fructueux de juger lucidement les faits, de convenir des erreurs passées et d'en tirer des leçons pour l'avenir. Ne laissons pas aux marxistes le privilège de l'autocritique.

Malgré les violentes campagnes menées contre le film de Pontecorvo-Saadi, on est obligé de lui reconnaître un ton partisan, certes, mais en définitive fort mesuré. Le film est d'autant plus habilement fait — et d'autant plus dangereux, diront certains — qu'il ne tombe pas dans les ornières de la propagande outrancière et maladroite. Ce film c'est ni choquant ni scandaleux pour un spectateur français. Il évite les écueils d'un manichéisme que, après huit ans de luttes sanglantes, il était pourtant difficile aux Algériens de ne pas exprimer. Par contre, il n'échappe pas toujours à un sentimentalisme naïf : on pleure beaucoup du côté des Arabes et il semble, lorsqu'on voit le film, que ce soient les larmes qui aient rallié la population musulmane au F.L.N. Mais si les soldats français ont tiré des larmes des musulmans, le F.L.N., lui, a fait couler le sang, et pas seulement celui des Européens, le sang des femmes et des enfants déchiquetés par les bombes du F.L.N. dont Sartre à ce moment acceptait — verbalement il est vrai — de « porter les valises »... Le film a l'honnêteté de ne pas déguiser la responsabilité du F.L.N. dans les attentats à la bombe qui attei-

gnaient des victimes civiles, même si (propagande oblige) il cherche à prouver que ce sont les Européens qui ont commencé à tuer des musulmans innocents en posant des bombes dans la Casbah. Les Pieds-Noirs en effet sont quelque peu malmenés : on les montre vindicatifs, jouisseurs, toujours prêts à déclencher des « ratonnades »... en oubliant allègrement que ce sont eux qui en 130 ans ont sorti l'Algérie du Moyen-âge et en ont fait une entité politique et économique.

Mais il ne s'agit pas, pour nous, de faire le décompte des responsabilités et des crimes de chaque camp, de dénoncer les inexactitudes de récits partisans et de faire l'historique de la Bataille d'Alger. L'ouvrage de Massu, « La vraie Bataille d'Alger », qui se présente comme une réponse à un questionnaire en 22 points, précis, sec, sans complaisance aucune, suffit à dissiper les confusions et les erreurs volontairement entretenues par le film. D'ailleurs ce film n'est pas un récit historique, il se place d'emblée à un tout autre niveau que le livre de Massu, celui de l'épopée, l'épopée d'un jeune peuple qui conquiert son indépendance. Ainsi les noms de la plupart des personnages, voire leur existence, sont-ils fictifs. A vrai dire, ces personnages sont plutôt des archétypes : il y a le colonel Mathieu, officier de parachutistes un peu schématiquement dessiné qui semble emprunter la plupart de ses traits à Bigeard, il y a les différents échantillons des populations européennes et musulmanes, il y a enfin les militants F.L.N., doctrinaires au combat frustes comme Ali la Pointe. Mais ce qu'il y a de plus inattendu et de plus intéressant dans ce film, c'est le portrait de la 10^e Division Parachutiste qui fut chargée de la bataille d'Alger en raison de l'impuissance des autorités civiles à faire face à une subversion politico-militaire.

Le film de Yacef Saadi nous montre sans équivoque possible la fascination que les parachutistes ont exercée sur les combattants du F.L.N. : fascination de la force, de l'efficacité, du courage. Par leur action déterminée, par leur style surtout, les parachutistes ont su imposer le

respect de leur uniforme léopard vite célèbre en Afrique. Leurs ennemis d'hier les respectent aujourd'hui parce qu'ils se sont donnés les moyens de vaincre, sans faiblesse et sans vaine pitié. Pas une fois dans ce film le colonel Mathieu n'apparaît vraiment odieux, même lorsqu'il fait briser impitoyablement par ses troupes la grève générale déclenchée par le F.L.N. dans la Casbah, même quand il justifie devant les journalistes l'usage de la torture. On va presque jusqu'à sentir naître une sorte de sympathie — au sens le plus strict du terme, entre les chefs de l'Etat-major du F.L.N. et le colonel parachutiste. On peut ainsi comprendre que le colonel Trinquier qui a participé à la bataille d'Alger sous les ordres de Massu et qui est peu suspect de sentiments progressistes, ait déclaré que le film de Pontecorvo-Saadi rendait une sorte d'hommage à l'armée française, on comprend aussi que certaines feuilles gauchistes aient pu s'indigner de ce que le film faisait la part trop belle à l'armée française. C'est en effet l'armée française — et là, le film de Pontecorvo et le livre de Massu se rejoignent — qui a assumé tout le poids de la bataille d'Alger et qui a fini par la gagner. C'est ce rôle nouveau joué par les parachutistes à Alger qui apparaît déterminant non seulement pour le déroulement ultérieur de l'affaire algérienne, mais aussi pour l'avenir de l'armée et sa place dans la vie politique française.

Les autorités civiles, paralysées par leur manque d'effectifs, par leur méconnaissance de la guerre subversive et par l'impossibilité de lutter contre le terrorisme et la subversion dans le cadre trop étroit de la légalité, durent confier à l'armée le soin de faire la police dans Alger. Et l'armée a fait la police, mais comme elle faisait la guerre. Elle n'était pas faite pour une tâche qui ne pourrait que répugner aux combattants des Djebels ; mais cette tâche, elle l'a acceptée par discipline et elle l'a menée à son terme. Il n'est pas étonnant que les autorités civiles d'Alger — et à plus forte raison de la métropole — n'apparaissent à peu près pas dans le film de Pontecorvo : les tâches essentielles de l'administration, y compris, pour une part celle du ravitaillement, furent

en effet assumées par l'armée. C'est ainsi qu'elle fut insensiblement amenée à prendre conscience des fins politiques de son action et à en tirer les conséquences. Cette évolution inéluctable vers une « prise de conscience » politique de l'armée et assez bien soulignée dans le dialogue fictif du colonel Mathieu avec les journalistes. En effet, la lutte contre la subversion ne peut être politiquement neutre, il est à peu près impossible qu'une armée confrontée à ce type de lutte garde sa virginité politique. Se substituant à l'administration, l'armée aux prises avec les problèmes quotidiens de l'Algérie en guerre ne pourrait manquer de transcrire son action en termes politiques et de se poser enfin la question du pouvoir, surtout en face d'un gouvernement dont le moins qu'on puisse dire est que sa politique manquait de cohérence et d'une opinion métropolitaine en majorité nationaliste, mais lentement empoisonnée par la presse progressiste qui, comme le montre l'ouvrage de Massu, a largement secondé les manœuvres du F.L.N. Dans une guerre subversive, les militaires sont amenés à jouer un rôle accru par rapport à celui qu'ils ont joué dans les guerres classiques dans la mesure où il s'agit non pas de conquérir des objectifs purement militaires, mais d'assurer son emprise sur la population. Lors de la bataille d'Alger, l'armée a dû lutter de vitesse avec les militants du F.L.N. et les réseaux de soutien communistes pour s'attirer la confiance, puis le concours des populations musulmanes. La violence des armes n'est qu'un des moyens de la guerre subversive, l'action psychologique reste essentielle : la première doit être subordonnée à la seconde. Ainsi la formation du « mythe para » avec son uniforme, son éthique, sa légende, fut un des aspects de cette guerre psychologique dont nous pourrions encore voir les traces dans le film de Pontecorvo-Saadi, l'action sociale menée par les S.A.S. (Sections Administratives Spécialisées) au sein de la population musulmane en fut l'aspect positif. L'armée se trouvant ainsi au cœur du problème algérien affronté avec pragmatisme et intelligence se trouva prise dans l'engrenage de la politique, elle dut faire face à un certain nombre de problèmes politiques

dont la résolution était essentielle pour obtenir la victoire qu'on lui demandait : problème des rapports nouveaux à établir entre les communautés européenne et musulmane, problème de la promotion des musulmans à peu près constamment négligée depuis 1830 par les gouvernements de la métropole, mais au contraire favorisée depuis cette date par l'armée, problème de la participation des musulmans à la lutte par la formation d'une nouvelle élite, l'ancienne s'étant par trop compromise avec le F.L.N., problème de la lutte, essentielle dans le cadre d'une guerre où l'action psychologique, joue un rôle déterminant, contre la trahison suscitée en métropole par le P.C.F., contre le défaitisme et l'orchestration antifrançaise des progressistes, problème enfin du pouvoir politique qui devrait affirmer sa détermination face au F.L.N. et à ses alliés. La campagne de dénigrement menée contre l'armée et les criaileries des intellectuels progressistes montrèrent en tout cas que celle-ci aurait su trouver une parade efficace à la subversion.

Certains de ces soldats allèrent jusqu'au bout de la logique de leur lutte contre la subversion politico-militaire, et pensèrent qu'en de telles circonstances la politique était décidément une chose trop sérieuse pour être confiée aux politiciens. D'autres, comme Massu, n'osèrent ou ne voulurent pas, estimant que le 13 mai comblait leurs aspirations politiques, ce 13 mai dont ils ne virent pas l'imposture. Massu fut pourtant un des premiers à voir les implications politiques de la lutte qui était engagée contre le F.L.N. et ses alliés, mais il refusa d'en tirer les conclusions jusqu'au bout, s'affirmant soldat avant tout : « Nous n'avons guère fait que la guerre », écrit-il, et réfléchi uniquement à ces guerres qu'on nous faisait faire de façon de plus en plus incohérente. Certains soldats estimaient que, pour gagner la guerre, il fallait remédier à cette incohérence du pouvoir politique.

Lorsque le gouvernement leur confia la tâche de faire régner l'ordre à Alger, les officiers de la 10^e Division parachutiste appliquèrent les techniques de lutte contre la guerre subversive qu'ils auraient dégagées précédemment

de leur expérience indochinoise. Autant dire que leurs méthodes différaient sensiblement de celles de la police et que, l'égard du terrorisme aveugle qui faisait chaque jour des victimes, l'humanitarisme des Servan-Schreiber, déguisé pour la circonstance en lieutenant, des Capitant, Ballardière et autres était parfaitement déplacé. Camus, déchiré par le drame de sa terre natale, eut le courage de dire qu'il préférerait « sa mère à la justice », et Mauriac lui-même, en réponse au livre de P.H. Simon « Contre la torture » devait écrire : « La guerre de partisans qu'on nous a imposée, la guerre d'une armée contre un peuple ne relève pas des lois traditionnelles ni du code qui réglait les conflits entre nations civilisées. La guerre de partisans est féroce par essence... » On conçoit que ceux qui combattaient les tueurs du F.L.N. et qui voyaient les victimes horriblement mutilées des attentats à la bombe ne voyaient pas la torture de la même façon que les intellectuels progressistes confortablement installés derrière leur bureau parisien pour qui la guerre était matière à articles et à pétitions. Pour les parachutistes, la torture ne se présentait pas comme un problème philosophique abstrait, mais comme un moyen de gagner du temps (les militants du F.L.N. avaient pour consigne d'attendre 24 h. pour parler, leurs complices étant alors à l'abri), comme un moyen d'épargner les vies des futures victimes exposées aux coups d'un terrorisme aveugle. Dans ces cas-là, les larmes hypocrites des humanitaristes patentés comptent fort peu... pas plus que l'indignation vertueuse de généraux comme Billotte ou de Ballardière qui croyaient que la lutte contre le terrorisme pouvait se mener comme une guerre en dentelles.

Ainsi, paradoxalement, peut-on comprendre l'espèce de connivence que l'on remarque dans le film de Pontecorvo entre les officiers parachutistes et les combattants du F.L.N., malgré l'abîme qui les séparait; eux du moins ne se payaient pas de mots, ils connaissaient l'enjeu de la lutte et ses règles impitoyables, ils parlaient le même langage, qui n'était ni celui du gouvernement français, ni celui des professeurs de morale. Les parachutistes, malgré leur répugnance première, avaient décidé d'aller

jusqu'au bout de la tâche qu'un gouvernement impuissant leur avait confiée et avec un maximum d'efficacité. Cette tâche était singulièrement plus étendue que ne le pensaient les gouvernements de la IV^e République : pour gagner la guerre, il fallait se donner les moyens politiques de la victoire, les moyens militaires se révélant comme parfaitement insuffisants dans ce type de guerre. Et ce fut le 13 mai. Et ce fut aussi l'accès au pouvoir de De Gaulle. Alors, dupés, nombre d'officiers qui avaient pris part à la bataille d'Alger décidèrent d'achever la tâche commencée en 1956 et poursuivie le 13 mai. Le putsch d'avril 61 et le combat de l'O.A.S. ne furent que la conséquence logique du rôle accordé aux militaires par le pouvoir civil lors de la bataille d'Alger. On sait ce qu'il en advint.

Parce que ces officiers échouèrent, le film de Pontecorvo peut aujourd'hui démontrer que la bataille d'Alger s'est terminée par la victoire du F.L.N., tandis que le livre de Massu tend à prouver le contraire. C'est qu'une victoire militaire, incontestablement acquise par la 10^e D.P. à Alger, n'est rien sans l'adhésion totale de la population qui ne peut être obtenue que par des moyens politiques. Si l'on donne à la trahison intellectuelle toute licence de s'exprimer, si on laisse le doute s'insinuer dans l'esprit de la population, si un gouvernement décidé ne se fixe pas des buts politiques pour la période qui suivra la victoire militaire susceptibles d'entraîner derrière lui la masse de la population, alors les armes sont impuissantes, une victoire purement militaire ne peut être qu'une victoire à la Pyrrhus. C'est pourquoi le F.L.N., militairement défait, fut politiquement victorieux. C'est là la grande leçon de la Bataille d'Alger. Le vainqueur, c'est celui qui est en mesure de donner une certaine crédibilité aux succès qu'il a remportés par les armes, c'est-à-dire celui qui s'est donné les moyens politiques de vaincre. Dans une guerre subversive, la politique n'est que la guerre continuée par d'autres moyens. Une fois de plus, il faut le redire devant l'Histoire : la guerre d'Algérie a été gagnée à Alger, mais perdue à Paris.

NOTES DE LECTURE

J'étais Garde Rouge, par Dai Hsiao-ai

A l'heure où la Chine populaire fait une entrée remarquée sur la scène internationale, nous ne manquons pas d'ouvrages plus ou moins enthousiastes et plus ou moins documentés que voyageurs et observateurs politiques ont rapportés de leur séjour (souvent assez bref) dans la Chine de Mao. D'ores et déjà, le « voyage en Chine » quelque peu pimenté d'exotisme, suivi en général d'un compte rendu, tend à prendre la relève du « voyage en Union Soviétique » cher aux intellectuels de l'entre-deux-guerres. Cependant, le livre publié par Albin-Michel « J'étais garde rouge » n'appartient pas à cette catégorie : il s'agit du témoignage, authentifié, d'un garde rouge. Dai Hsiao-ai, qui, après avoir été témoin et acteur de la Révolution culturelle, a perdu la foi en Mao Tsé-toung il s'est réfugié à Hong-Kong. Il ne faut pas attendre de ce livre une analyse exhaustive de la Révolution culturelle dont il faudra sans doute longtemps pour connaître les objectifs et les conséquences. Dai Hsiao-ai en effet parle, en simple militant, de ce qu'il a fait, de ce qu'il a vu et de ce qu'il a ressenti. Témoignage partiel donc, mais témoignage lucide : le jeune garde rouge a saisi le véritable enjeu de cette « Révolution Culturelle » ; il a compris qu'on l'avait trompé.

A travers sa confusion, ses obscurités, ses contradictions, la Révolution culturelle chinoise peut se lire dans ce document à trois niveaux. D'abord celui qui apparaît à l'observateur extérieur : une sorte d'immense chahut jailli des écoles agitées par la fièvre révolutionnaire ; on s'attaque aux professeurs, on couvre les murs d'affiches et d'inscriptions, on bouscule les « bourgeois », on veut tout changer : c'est puéril, amusant parfois, cruel sou-

vent. On pille, on détruit, on humilie, on fait justice au nom de la terreur rouge : « Pour la première fois en vérité nous nous sentions des adultes ». C'est la fête primitive, c'est-à-dire le gaspillage, la destruction de ce qu'il reste de l'ancien temps pour fonder un temps nouveau ; la fête, temps primordial où s'exprime une fascination des commencements purs, tandis que le poids des fautes passées est rejeté sur les « révisionnistes », les « noirs », les « ennemis de classe » qui servent ainsi de boucs émissaires. Comme l'écrit Mircea Eliade dans son analyse des mythes et des rites primitifs de renouvellement qui présentent des analogies frappantes avec l'esprit de la « Révolution culturelle » : « pour que quelque chose de véritablement nouveau puisse commencer, il faut que les restes et ruines du vieux cycle soient complètement anéantis... il ne s'agit pas de régénérer ce qui a dégénéré, mais d'anéantir le vieux monde afin de pouvoir le recréer in toto ». Ce que Mao exprime dans une formule concise : « Sur une feuille blanche tout est possible ». La Révolution culturelle confie à la jeunesse le rôle de purifier le vieux monde à la flamme de la contestation.

Le second niveau de lecture, c'est la Révolution culturelle vue par les gardes rouges eux-mêmes. Cet apparent désordre est en fait plus ou moins suscité, dirigé par les cadres du parti. Quand les élèves commencent à critiquer certains professeurs d'origine bourgeoise, c'est sur les instances du parti. Ce qui frappe alors, c'est l'absence totale d'esprit critique des Gardes rouges vis-à-vis du parti : Mao, avec qui ils établissent des liens de nature horismotique, reste le critère absolu de vérité : « Nous faisons confiance au parti et nous ne pensions pas qu'il pût se tromper ». C'est le fanatisme du conformisme qui se déchaîne plus que l'élan de la révolution. Ainsi se trouve réalisé le mot d'ordre lancé par Mao il y a une quinzaine d'années : « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent... » Mais il aurait bientôt fallu lancer une mise en garde contre les « herbes empoisonnées » et arrêter l'expérience, car la contestation n'aurait pas épargné le marxisme et le parti. Lors

de la Révolution culturelle, les dirigeants du parti surent garder l'initiative, canaliser dans une large mesure l'enthousiasme de la jeunesse et la jeter contre les vestiges du vieux monde. Mais cette lutte contre les séquelles de la bourgeoisie se révéla en fait comme une lutte pour le pouvoir au sein des dirigeants chinois.

En effet, à un troisième niveau, la Révolution culturelle peut se lire comme une lutte engagée par Mao avec le soutien de Lin Piao pour recouvrer une influence sérieusement entamée par l'échec du « Grand bond en avant » au début des années 60. Mao Tsé-toung appuyé sur les gardes rouges et les paysans réussit à éliminer le président « révisionniste » Liu Shao-ch'i. Sans doute cette victoire de Mao implique-t-elle, plus qu'un simple changement de personnes, une nouvelle politique, une nouvelle conception des rapports internationaux. Cependant les plus clairvoyants des gardes rouges ont pu avoir l'impression d'être manœuvrés, utilisés pour d'autres fins que celles pour lesquelles ils croyaient être mobilisés. C'est le constat plein d'amertume que fait Dai Hsiao-ai : « La Révolution culturelle n'était pas une vraie révolution ».

L. C.

La guerre d'Espagne, Historia-Magazine n° 22

Comment, 35 ans après l'insurrection nationale espagnole, la guerre d'Espagne est-elle présentée aux lecteurs d'une grande revue de vulgarisation historique ? C'est là un des intérêts majeurs du numéro d'Historia-magazine consacré à un événement autour duquel se cristallisèrent toutes les idéologies politiques des années 30. L'éditorial nous dit pourquoi la direction de la revue a choisi de consacrer un numéro spécial à la guerre d'Espagne.

D'abord, à cause d'une certaine similitude de climat intellectuel entre cette époque et la nôtre : l'internationalisme des idéologies de droite et de gauche, la triple opposition à gauche entre un gauchisme romantique, un communisme dogmatique et calculateur et un socialisme réformiste, la divergence aussi des droites qui, par tactique, savent faire taire momentanément leurs divergences face aux ennemis déclarés de la nation. Ensuite parce que la succession du général Franco est à l'ordre du jour et qu'il convenait de préciser l'importance respective des différents courants du Movimiento dans l'avènement d'une nouvelle Espagne.

L'équipe d'Historia traite successivement des épisodes les plus saillants de la guerre, des faits les plus significatifs pour la compréhension de cette période : la mort de José Antonio, l'épopée de l'Alcazar, Guernica Teruel... On ne saurait y trouver une étude exhaustive, en raison des dimensions et de l'esprit général de la revue, et les auteurs s'attachent davantage à reconstituer une atmosphère, soit par de nombreuses photographies, soit par des anecdotes autour desquelles rayonne l'exposé, qu'à donner une analyse globale du conflit. Après tout, ce n'est peut-être pas là une mauvaise manière de faire connaître l'histoire et cette forme de récit historique tend à se développer en particulier avec l'utilisation de documents filmés : qu'on se rappelle, à cet égard, des films comme « 1936 » d'Henri de Turenne, ou plus récemment « Le Chagrin et la Pitié ». Malgré la diversité des collaborateurs de ce numéro spécial (Max Gallo, Jean Grandmoujin, Jacques-Arnaud Perrent, ancien dirigeant des comités de vigilance antifasciste du temps de l'O.A.S.), la tonalité générale est favorable aux nationalistes espagnols. Est-ce un simple hasard, ou le jugement désormais serene de l'Histoire ?

Si les auteurs ont voulu insister sur l'analogie de sentiments et de situation entre cette époque et la nôtre — analogie sur laquelle il faudrait d'ailleurs faire quelques réserves —, nous serions plutôt frappés par l'écart entre l'Espagne de 1936 et celle de 1971 : écart économi-

que, écart politique. Aujourd'hui, alors qu'une partie de l'élite sociale dans la noblesse, le clergé et les intellectuels se détourne du régime au nom des principes démocratiques, le peuple descend en foule dans les rues pour soutenir ce même régime à l'occasion du procès de Burgos et appuyer le gouvernement espagnol en butte aux attaques de l'étranger, ou lors de l'anniversaire de Franco, répondant ainsi aux idéaux les plus authentiquement populaires de la Phalange. Dans une Espagne gagnée depuis quelques années par la prospérité, malgré certaines inégalités, les particularismes basques au catalans, naguère si menacés, ressemblent de plus en plus à un attachement nostalgique qui reste surtout le fait d'intellectuels. Le problème de la succession de Franco n'en est pas réglé pour autant, mais on peut affirmer qu'en Espagne, un conflit comme celui de 1936 n'est désormais plus pensable.

Mauriac, par Jean de Fabrègues

Le romancier, le chrétien, le polémiste : Jean de Fabrègues tente de dégager l'unité des diverses manifestations d'une vie dont les contradictions, d'ailleurs assumées, furent multiples, mais qui obéit à une même exigence : celle de la foi. Ainsi, comme le démontre fort bien J. de Fabrègues, les contradictions ne sont qu'apparentes entre le catholique fervent que fut Mauriac et le romancier des passions charnelles, entre les engagements politiques fort éclectiques du journaliste.

C'est la foi qui donne sa cohérence à la vie de Mauriac, c'est la foi qui donne à ses œuvres leur unité. Mauriac, dont les romans, de technique et de conception classiques, sont une des plus brillantes illustrations du roman psychologique, appartient par là à la génération des quatre M (Mauriac, Montherlant, Maurras, Morand). Son débat avec Sartre sur la création littéraire met parfai-

tement en lumière la distance qui existe entre la conception maurrasienne du roman et ce qui allait devenir le « nouveau roman », expression d'un monde abandonné de Dieu où l'homme n'est plus qu'objet parmi des objets. Dieu n'est jamais absent des romans de Mauriac, ou plutôt sa présence se fait le plus souvent sentir par son absence même, l'absence de Dieu qui n'est autre que la présence du Mal. C'est la misère de l'homme sans Dieu que peint Mauriac, et l'amour charnel, dont certains catholiques ont reproché à Mauriac l'importance qu'il lui donnait dans ses romans, est le signe du divin, de l'Amour absolu devant lequel les amours terrestres sont condamnés à l'imperfection et aux offres de l'insouffrance. Ainsi l'univers romanesque de Mauriac, étroitement circonscrit au point de vue géographique et social s'ouvre aux dimensions du drame spirituel et métaphysique. Le monde de ténèbres et de péchés des romans de Mauriac est toujours fugitivement éclairé par la grâce et ses personnages, écrasés par le poids de la chair, livrant combat pour leur salut.

De même J. de Fabrègues montre bien que c'est aussi la foi du chrétien qui donne, de façon parfois paradoxale, leur cohérence aux prises de position successives et contradictoires de Mauriac sur le plan politique. Mauriac, de son propre aveu, ne fut jamais un homme politique : « Je ne suis pas un homme politique, non par principe, mais par nature... Ceux qui font de la politique me sont aussi étrangers que la corporation des hommes-sandwich ». S'affirmant homme de droite, les événements l'amènèrent souvent à soutenir les combats les plus douteux de la gauche, alors même qu'il se sentait étranger à ceux qui se tramaient momentanément à ses côtés. Il fut un homme de droite en ce qu'il dénonça la conception qui « depuis le siècle de Rousseau, demeure le fondement de notre politique : la bonté naturelle de l'homme » ; mais il refusait en même temps un certain mépris de l'homme dont il croyait voir les effets dans l'Etat totalitaire. « Ecrivain d'humeur » comme il l'avoue lui-même, Mauriac s'abandonna souvent au plaisir de la polémique la plus injuste à l'égard de ses adversaires,

une polémique exacerbée par le gaullisme passionné qu'il manifesta dans les dix dernières années de sa vie. Il apparaît comme un chrétien ardent égaré sur les chemins de la politique, et on ne méconnaît sans doute pas son œuvre de romancier en disant que la lucidité du polémiste ne fut pas le plus souvent à la hauteur du talent de l'écrivain.

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

Imprimerie H. DEVE et C^{ie}, Evreux - N° d'Imprimeur : 1028

né
e.
e-
as
lu
lu

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

68, rue de Vaugirard - Paris (6^e)

ACTUALITE

François DUPRAT. — Histoire des SS	30,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lénine à Brejnev	12,00
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	12,00
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme ?	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe	18,00

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes	9,00
Lettre à un soldat de la classe 60	12,00
Chénier	6,00
Les Quatre Jedis	épuisé
Domrémy	24,00
Lettres écrites en prison (1944-1945)	15,00

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann	30,00
Le Drame des Juifs Européens	24,00

ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien	15,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	15,00
U.R.S.S.-U.S.A.	15,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine	15,00
Enquêtes noires	15,00
Les Secrets du Pétrole	15,00
L'Aventure du Pétrole Français	18,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	12,00
Nuremberg ou la Terre promise	24,00
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	18,00
Les Temps Modernes	12,00
L'Œuf de Christophe Colomb	12,00
Qu'est-ce que le fascisme ?	12,00
Une lecture de Balzac	30,00
Sparte et les Sudistes	15,00

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences	7,50
Les Nouveaux Communistes	7,50
Le Rideau de fer rouge	7,50
La Comédie de la Révolution	7,50
Les Fascismes inconnus	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »
Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte
CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris